EMPIRE CHÉRIFIEN

PROTECTORAT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE AU MAROC

Bulletin Officiel

Abonnements :

		ÉDITION	ÉDITION
		PARTIELLE	COMPLÈTE
Zone française et Tanger	Un an..	1.100 fr.	2.200 fr.
	6 mois..	700 »	1.400 »
France et Colonies	Un an..	1.350 »	2.700 »
	6 mois..	900 »	1.600 »
Etranger	Un an..	2.300 »	4.000 »
	6 mois..	1.350 »	2.400 »

Changement d'adresse : 25 francs,
indiquer l'ancienne adresse ou joindre une bande.

LE « BULLETIN OFFICIEL » PARAIT LE VENDREDI

L'édition complète comprend :

- 1° Une première partie ou édition partielle : dahirs, arrêtés, ordres, décisions, circulaires, avis, informations, statistiques, etc. ;
- 2° Une deuxième partie : publicité réglementaire, légale et judiciaire (immatriculation des immeubles, délimitation des terres domaniales et collectives, avis d'adjudication, d'enquête, etc.).

Les abonnements sont reçus à l'Imprimerie Officielle,
avenue Jean-Mermoz, à Rabat.

Tous règlements doivent être effectués à l'adresse du Régisseur-comptable
de l'Imprimerie Officielle (compte chèques postaux n° 101-16, à Rabat).

AVIS. — Il n'est pas assuré d'abonnement avec effet rétroactif.
Les abonnements partent du 1^{er} de chaque mois.

Prix du numéro :

- Première ou deuxième partie..... 35 fr.
- Edition complète ..... 55 fr.
- Années antérieures :
- Prix ci-dessus majorés de 50 %

Prix des annonces :

- Annonces légales, } La ligne de 27 lettres :
réglementaires } 90 francs
et judiciaires }
- (Arrêté résidentiel du 31 janvier 1953.)

Les tables annuelles, analytique et chrono-
logique, sont délivrées gratuitement aux
abonnés de l'année.

Les annonces judiciaires et légales prescrites pour la publicité et la validité des actes, des procédures et des contrats pour toute la zone du Protectorat Français de l'Empire Chérifien doivent être obligatoirement insérées au « Bulletin Officiel » du Protectorat.

ABONNEMENTS ADMINISTRATIFS

Avis important

Il est rappelé aux divers services du Protectorat que les abonnements au « Bulletin officiel » qui leur sont servis à titre remboursable, ne sont pas renouvelés d'office. Il leur appartient donc de se réabonner chaque année.

Ils sont invités à le faire dès maintenant afin d'éviter toute interruption dans le service du journal.

Les abonnements administratifs se distinguent par l'inscription sur la bande d'envoi de la mention « Ad. P. — N° ..... » ou « Ad. C. — N° ..... ». Ils arrivent tous à expiration le 31 décembre 1955.

SOMMAIRE

Pages

TEXTES GÉNÉRAUX

Réglementation de la destruction des animaux nuisibles pendant la saison 1955-1956.

Arrêté de l'inspecteur général des eaux et forêts du 5 décembre 1955 portant réglementation de la destruction des animaux nuisibles pendant la saison 1955-1956 1844

TEXTES PARTICULIERS

Laboratoires psychotechniques.

Arrêté du directeur des travaux publics du 3 septembre 1955 homologuant deux laboratoires psychotechniques proposés par la commission de psychotechnie appliquée à l'automobile 1845

Arrêté du directeur des travaux publics du 3 septembre 1955 homologuant deux laboratoires psychotechniques proposés par la commission de psychotechnie appliquée à l'automobile 1845

Permis miniers.

Décision du chef du service des mines du 6 décembre 1955 portant rejet d'une demande de renouvellement de permis de recherche 1845

Liste des permis de recherche accordés le 16 novembre 1955 .. 1846

Liste des permis d'exploitation institués au cours du mois de novembre 1955 1848

Liste des permis de recherche renouvelés au cours du mois de novembre 1955 1848

Liste des permis d'exploitation renouvelés au cours du mois de novembre 1955 1848

Liste des demandes de permis de recherche annulées au cours du mois de novembre 1955 1848

Liste des permis de recherche annulés au cours du mois de novembre 1955 1848

Liste des permis de recherche et des permis d'exploitation venant à échéance au cours du mois de janvier 1956 1849

**ORGANISATION ET PERSONNEL
DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES**

TEXTES COMMUNS

Arrêté résidentiel du 11 novembre 1955 modifiant l'arrêté résidentiel du 30 décembre 1947 fixant les modalités de l'élection des représentants du personnel des collectivités publiques dans les organismes disciplinaires et les commissions d'avancement 1850

<i>Instruction résidentielle n° 99/F.P. du 10 décembre 1955 modifiant l'instruction résidentielle n° 69 du 21 septembre 1955 relative à la rémunération des personnels de l'Etat, des municipalités, des offices et des établissements publics rappelés sous les drapeaux ou convoqués pour effectuer une période militaire</i>	1850
<i>Instruction résidentielle n° 100/F.P. du 10 décembre 1955 modifiant l'instruction résidentielle n° 70 du 21 septembre 1955 relative à la rémunération des personnels de l'Etat, des municipalités, des offices et des établissements publics faisant l'objet d'un ordre de réquisition par les autorités civiles</i>	1852
<i>Arrêté du secrétaire général du Protectorat du 8 décembre 1955 modifiant l'arrêté du secrétaire général du Protectorat du 19 septembre 1951 portant réglementation sur les fonctionnaires logés</i>	1853
<i>Arrêté du directeur des finances du 5 décembre 1955 modifiant l'arrêté du 13 avril 1950 relatif à l'application de l'arrêté viziriel du 14 décembre 1949 portant institution d'un capital-décès au profit des ayants droit des fonctionnaires décédés</i>	1853

TEXTES PARTICULIERS

Secrétariat général du Protectorat.

<i>Arrêté du secrétaire général du Protectorat du 10 décembre 1955 portant désignation des membres du jury des examens du brevet supérieur de mécanographie et du certificat d'aptitude aux fonctions de chef d'atelier mécanographique, des 20 et 21 décembre 1955</i>	1853

<i>Arrêté du secrétaire général du Protectorat du 10 décembre 1955 rapportant l'arrêté du 24 novembre 1955 relatif au stage spécial d'études administratives organisé sous l'égide de l'École nationale d'administration au bénéfice de certains candidats marocains</i>	1853

Justice française.

<i>Arrêté du premier président de la cour d'appel du 7 décembre 1955 portant ouverture d'un concours pour trente emplois de commis stagiaire des secrétariats-greffes des juridictions françaises</i>	1853

Direction des travaux publics.

<i>Arrêté du directeur des travaux publics du 5 décembre 1955 portant ouverture d'un examen probatoire pour l'emploi de chef de bureau d'arrondissement des travaux publics.</i>	1854

Direction de l'agriculture et des forêts.

<i>Arrêté du directeur de l'agriculture et des forêts portant ouverture à compter du 6 février 1956 d'un examen professionnel pour l'accès au grade d'ingénieur principal des services agricoles</i>	1854

<i>Rectificatif au « Bulletin officiel » n° 2239, du 23 septembre 1955, page 1451</i>	1854

Office des postes, des télégraphes et des téléphones.

<i>Arrêté du directeur des postes, des télégraphes et des téléphones du 14 décembre 1955 complétant l'arrêté du 10 octobre 1955 fixant les modalités de l'élection des représentants du personnel de l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones dans les conseils de discipline et les commissions d'avancement</i>	1854

MOUVEMENTS DE PERSONNEL ET MESURES DE GESTION

<i>Nominations et promotions</i>	1855
<i>Honorariat</i>	1865
<i>Admission à la retraite</i>	1865
<i>Elections</i>	1865
<i>Résultats de concours et d'examens</i>	1866

AVIS ET COMMUNICATIONS

<i>Additif à la liste des médecins qualifiés spécialistes en otorhino-laryngologie</i>	1866
<i>Avis de mise en recouvrement des rôles d'impôts directs dans diverses localités</i>	1867
<i>Importations en provenance de la zone dollar</i>	1867

TEXTES GÉNÉRAUX

Arrêté de l'inspecteur général des eaux et forêts du 8 décembre 1955 portant réglementation de la destruction des animaux nuisibles pendant la saison 1955-1956.

L'INSPECTEUR GÉNÉRAL DES EAUX ET FORÊTS,
Chevalier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 21 juillet 1923 sur la police de la chasse et les dahirs qui l'ont modifié ;

Vu l'arrêté du chef de la division des eaux et forêts du 6 août 1949 portant réglementation permanente de la chasse et les arrêtés qui l'ont modifié ;

Vu l'arrêté de l'inspecteur général des eaux et forêts du 27 juillet 1955 portant ouverture, clôture et réglementation spéciale de la chasse et créant des réserves pendant la saison 1955-1956 ;

Vu l'avis émis par le conseil supérieur de la chasse dans sa séance du 4 novembre 1955,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Jusqu'à l'ouverture éventuelle de la chasse, la destruction des animaux nuisibles, ainsi que celle des lapins et des sangliers en cas de dommages causés aux cultures, peut être exercée dans les conditions prévues ci-après.

ART. 2. — La destruction des animaux nuisibles énumérés à l'article 5 de l'arrêté susvisé du 6 août 1949 ne peut être effectuée que par les propriétaires ou les possesseurs, sur leurs terres, ou par les personnes ayant reçu d'eux délégation écrite.

ART. 3. — La destruction des lapins ne peut être effectuée que dans les conditions prévues à l'article précédent et sous réserve, en outre, de l'obtention d'une autorisation individuelle accordée au propriétaire ou au possesseur par le conservateur des eaux et forêts ou son délégué, après avis favorable de l'autorité de contrôle ; cette autorisation indique les moyens de destruction qui pourront être utilisés.

Les lapins tués dans ces conditions ne peuvent être transportés et mis en vente que s'ils sont accompagnés d'un permis de colportage délivré par le chef de la circonscription forestière ou par son délégué.

ART. 4. — La destruction des sangliers est effectuée dans les conditions prévues à l'article 7 de l'arrêté précité du 6 août 1949. Toutefois, les battues administratives de destruction, auxquelles participeront les associations cynégétiques locales, et les autorisations individuelles de destruction visées au troisième et au dernier alinéas de l'article précité peuvent être accordées dès la publication du présent arrêté.

Les animaux tués dans les battues de destruction seront remis contre reçu, soit à un établissement de bienfaisance, soit à l'autorité civile ou militaire, pour être consommés par les indigents ou par la troupe.

ART. 5. — La destruction des animaux visés aux articles précédents est interdite en temps de neige.

ART. 6. — A la date de l'ouverture éventuelle de la chasse et, au plus tard, à partir du 12 mars 1956, le présent arrêté deviendra caduc et seules seront applicables les dispositions de l'arrêté susvisé du 27 juillet 1955 qui resteront valables à cette date.

Rabat, le 5 décembre 1955.

GRIMALDI.

TEXTES PARTICULIERS

Arrêté du directeur des travaux publics du 3 septembre 1955 homologuant deux laboratoires psychotechniques proposés par la commission de psychotechnie appliquée à l'automobile.

LE DIRECTEUR DES TRAVAUX PUBLICS,

Vu l'arrêté viziriel du 21 janvier 1953 fixant les conditions dans lesquelles seront constatées les incapacités physiques des conducteurs de véhicules automobiles ;

Vu l'arrêté du directeur des travaux publics du 6 février 1953 relatif à la délivrance des certificats de capacité pour la conduite des véhicules automobiles ;

Vu l'article 4 de l'arrêté du secrétaire général du Protectorat du 1^{er} mars 1955 réglementant l'homologation et le fonctionnement des laboratoires de psychotechnie automobile ;

Vu la demande présentée par l'Automobile-Club marocain (A.C.M.), à Casablanca ;

Vu le compte rendu de la commission de psychotechnie instituée par l'article 2 de l'arrêté du secrétaire général du Protectorat susvisé, réunie le 8 juillet 1955 ;

Sur la proposition du directeur de la santé publique et de la famille,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Sont agréés pour faire passer aux conducteurs de véhicules automobiles les examens psychotechniques prévus par l'article premier de l'arrêté viziriel du 21 janvier 1953 et l'article 5 de l'arrêté du directeur des travaux publics du 6 février 1953, susvisés, les laboratoires contrôlés par l'Automobile-Club marocain, place Lyautey, à Casablanca, énumérés ci-après :

Laboratoire psychotechnique de l'Automobile-Club marocain, place Lyautey, Casablanca ;

Laboratoire psychotechnique itinérant de l'Automobile-Club marocain, 4, rue Chappe, Casablanca.

ART. 2 — Le présent arrêté entrera en vigueur du jour de sa publication au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 3 septembre 1955.

Le directeur adjoint des travaux publics.

MATHIS.

Références :

Arrêté viziriel du 21-1-1953 (B.O. n° 2104, du 20-2-1953, p. 250) ;

Arrêté directorial du 6-2-1953 (B.O. n° 2104, du 20-2-1953, p. 254) ;

Arrêté du secrétaire général du Protectorat du 1^{er}-3-1955 (B.O. n° 2211, du 11-3-1955, p. 363).

Arrêté du directeur des travaux publics du 3 septembre 1955 homologuant deux laboratoires psychotechniques proposés par la commission de psychotechnie appliquée à l'automobile.

LE DIRECTEUR DES TRAVAUX PUBLICS,

Vu l'arrêté viziriel du 21 janvier 1953 fixant les conditions dans lesquelles seront constatées les incapacités physiques des conducteurs de véhicules automobiles ;

Vu l'arrêté du directeur des travaux publics du 6 février 1953 relatif à la délivrance des certificats de capacité pour la conduite des véhicules automobiles ;

Vu l'article 4 de l'arrêté du secrétaire général du Protectorat du 1^{er} mars 1955 réglementant l'homologation et le fonctionnement des laboratoires de psychotechnie automobile ;

Vu la demande présentée par l'Institut de psychologie et de sociologie appliquées, à Casablanca ;

Vu le compte rendu de la commission de psychotechnie instituée par l'article 2 de l'arrêté du secrétaire général du Protectorat susvisé, réunie le 8 juillet 1955 ;

Sur la proposition du directeur de la santé publique et de la famille,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Sont agréés pour faire passer aux conducteurs de véhicules automobiles les examens psychotechniques prévus par l'article premier de l'arrêté viziriel du 21 janvier 1953 et l'article 5 de l'arrêté du directeur des travaux publics du 6 février 1953, susvisés, les laboratoires contrôlés par l'Institut de psychologie et de sociologie appliquées, 150, boulevard Ney, à Casablanca, énumérés ci-après :

Laboratoire psychotechnique, 150, boulevard Ney, Casablanca ;

Laboratoire psychotechnique, S.A., ancienne gare, Oujda.

ART. 2 — Le présent arrêté entrera en vigueur du jour de sa publication au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 3 septembre 1955.

Le directeur adjoint des travaux publics,

MATHIS.

Références :

Arrêté viziriel du 21-1-1953 (B.O. n° 2104, du 20-2-1953, p. 250) ;

Arrêté directorial du 6-2-1953 (B.O. n° 2104, du 20-2-1953, p. 254) ;

Arrêté du secrétaire général du Protectorat du 1^{er}-3-1955 (B.O. n° 2211, du 11-3-1955, p. 363).

Rejet d'une demande de renouvellement de permis de recherche.

Par décision du chef du service des mines du 6 décembre 1955 est rejetée la demande de renouvellement des permis de recherche n° 11.612 et 11.613, appartenant à la Société minière du Rheris.

Ces permis sont annulés à la date du présent *Bulletin officiel*.

ÉTATS MENSUELS DES PERMIS MINIERS.

Mois de novembre 1955.

Liste des permis de recherche accordés le 16 novembre 1955.

ÉTAT N° 1.

NUMERO du permis	TITULAIRE	CARTE	DÉSIGNATION DU POINT-PIVOT	POSITION DU CENTRE du permis par rapport au point-pivot	CATÉGORIE
17.419	Société chérifienne des pétroles, 27, avenue Urbain-Blanc, Rabat.	Petitjean-- Moulay-Idriss.	Signal géodésique cote 403.	4.750 ^m S. - 150 ^m E.	IV
17.420	id.	id.	id.	200 ^m N. - 4.900 ^m E.	IV
17.421	id.	id.	id.	2.000 ^m S. - 2.775 ^m E.	IV
17.422	Société « Priman S.A. » (Prospections et industries minières au Maroc), chez la Fiduciaire générale franco-marocaine, 62, rue Chevandier-de-Valdrome, Casablanca.	Telouët 3-4.	Signal géodésique Rhat.	4.750 ^m S. - 950 ^m O.	II
17.423	M. Emile Péretti, 38, rue Gallieni, Casablanca.	Oujda.	Centre du marabout Si Jabeur el Meï-boul.	3.200 ^m N. - 1.200 ^m O.	II
17.424	Bureau de recherches et de participations minières, 27, avenue Urbain-Blanc, Rabat.	Khemissèt.	Signal géodésique Nif-el-Gour.	300 ^m S. - 5.700 ^m E.	III
17.425	id.	id.	id.	300 ^m S. - 1.700 ^m E.	III
17.426	id.	id.	id.	3.700 ^m N. - 1.700 ^m E.	III
17.427	id.	id.	id.	300 ^m S. - 2.300 ^m O.	III
17.428	id.	id.	id.	3.700 ^m N. - 5.700 ^m E.	III
17.429	id.	id.	id.	3.700 ^m N. - 2.300 ^m O.	III
17.430	id.	id.	Signal géodésique Mâaziz.	200 ^m N. - 500 ^m E.	III
17.431	id.	id.	id.	200 ^m N. - 3.500 ^m O.	III
17.432	id.	id.	id.	200 ^m N. - 7.500 ^m O.	III
17.433	id.	id.	id.	4.200 ^m N. - 500 ^m E.	III
17.434	id.	id.	id.	4.200 ^m N. - 3.500 ^m O.	III
17.435	id.	Meknès.	Signal géodésique Haïbegrou.	2.600 ^m S. - 2.000 ^m E.	III
17.436	id.	Khemissèt.	Signal géodésique R 131 Sidi-Bou-Zinne.	5.400 ^m S. - 2.600 ^m E.	III
17.437	id.	id.	id.	5.400 ^m S. - 1.400 ^m O.	III
17.438	id.	id.	id.	5.400 ^m S. - 5.400 ^m O.	III
17.439	id.	id.	Signal géodésique Sidi-Bouknadel.	3.400 ^m S. - 3.600 ^m O.	III
17.440	id.	id.	id.	600 ^m N. - 3.600 ^m O.	III
17.441	id.	id.	id.	4.600 ^m N. - 3.600 ^m O.	III
17.442	id.	id.	id.	8.600 ^m N. - 2.200 ^m O.	III
17.443	id.	id.	Signal géodésique Daïet-er-Roumi N.-E.	500 ^m S. - 6.600 ^m O.	III
17.444	id.	id.	Signal géodésique Argoub.	2.100 ^m S. - 100 ^m E.	III
17.445	id.	id.	id.	2.100 ^m S. - 3.900 ^m O.	III
17.446	id.	id.	id.	1.900 ^m N. - 100 ^m E.	III
17.447	id.	id.	id.	1.900 ^m N. - 3.900 ^m O.	III
17.448	id.	El-Hajeb.	Signal géodésique ferme Sainte-Émilie.	4.100 ^m N. - 4.250 ^m O.	III
17.449	id.	id.	id.	4.100 ^m N. - 250 ^m O.	III
17.450	id.	id.	id.	4.100 ^m N. - 3.750 ^m E.	III
17.451	id.	id.	id.	100 ^m N. - 4.250 ^m O.	III
17.452	id.	id.	id.	100 ^m N. - 250 ^m O.	III

NUMERO du permis	TITULAIRE	CARTE	DÉSIGNATION DU POINT-PIVOT	POSITION DU CENTRE du permis par rapport au point-pivot	CATÉGORIE
17.453	Bureau de recherches et de participations minières, 27, avenue Urbain-Blanc, Rabat.	El-Hajeb.	Signal géodésique ferme Sainte-Émilie.	3.900 ^m S. - 4.250 ^m O.	III
17.454	id.	id.	id.	3.900 ^m S. - 250 ^m O.	III
17.455	id.	id.	id.	3.900 ^m S. - 3.750 ^m E.	III
17.456	id.	id.	Signal géodésique mur indicateur (cote 785).	7.400 ^m N. - 3.000 ^m O.	III
17.457	id.	id.	id.	7.400 ^m N. - 1.000 ^m E.	III
17.458	id.	id.	id.	3.400 ^m N. - 3.000 ^m O.	III
17.459	id.	id.	id.	3.400 ^m N. - 1.000 ^m E.	III
17.460	id.	id.	id.	600 ^m S. - 3.000 ^m O.	III
17.461	id.	id.	id.	600 ^m S. - 1.000 ^m E.	III
17.462	id.	id.	Signal géodésique 33.	4.900 ^m N. - 400 ^m O.	III
17.463	id.	id.	id.	4.900 ^m N. - 3.600 ^m E.	III
17.464	id.	El-Hajeb—Meknès.	id.	900 ^m N. - 3.650 ^m O.	III
17.465	id.	El-Hajeb.	id.	900 ^m N. - 350 ^m E.	III
17.466	id.	id.	id.	900 ^m N. - 4.350 ^m E.	III
17.467	id.	El-Hajeb—Meknès.	id.	3.100 ^m S. - 3.650 ^m O.	III
17.468	id.	El-Hajeb.	id.	3.100 ^m S. - 350 ^m E.	III
17.469	id.	id.	id.	3.100 ^m S. - 4.350 ^m E.	III
17.470	id.	id.	Signal géodésique Ouarchaco.	4.600 ^m N. - 500 ^m O.	III
17.471	id.	id.	id.	4.600 ^m N. - 3.500 ^m E.	III
17.472	id.	id.	id.	600 ^m N. - 300 ^m E.	III
17.473	M. Jean Bey-Rozet, rue Corraz, Casablanca.	Rheris 5-6.	Signal géodésique Jbel Baddou.	14.900 ^m S. - 1.800 ^m O.	II
17.474	id.	id.	id.	14.900 ^m S. - 5.250 ^m E.	II
17.475	Si Mohamed ben Mohamed ben Brahim, mokaddem, zaouïa Moulay-Brahim, Marrakech.	Dadès 5-6.	Angle désigné de la kasba d'Aït-Ikko.	7.200 ^m E. - 800 ^m S.	II
17.476	M ^{me} Claire Meynard, domaine « Bellevue », Marrakech (Tassoultant).	Marrakech-Sud 7-8.	Signal géodésique Sidi-Fars.	13.500 ^m S. - 600 ^m E.	II
17.477	id.	id.	id.	13.500 ^m S. - 4.600 ^m E.	II
17.478	id.	id.	id.	17.500 ^m S. - 600 ^m E.	II
17.479	id.	id.	id.	17.500 ^m S. - 4.600 ^m E.	II
17.480	M ^{me} Geneviève Sireyjol, 82, rue Clemenceau, Marrakech.	Ouarzazate 7-8.	Signal géodésique Boul'Gir.	2.750 ^m N. - 750 ^m E.	II
17.481	id.	Maïdèr 5-6.	Signal géodésique Jbel Mhrorfi.	6.950 ^m O. - 3.650 ^m N.	II
17.482	Omnium de gérance industrielle et minière, rue du Maréchal-de-Lattre-Tassigny, Oued-Zem.	Aguelmous.	Signal géodésique Bou-Itjaa (cote 1191).	7.400 ^m S. - 2.800 ^m E.	II
17.483	id.	id.	id.	7.400 ^m S. - 1.200 ^m O.	II
17.484	id.	id.	Signal géodésique Jbel Tafernit.	4.500 ^m N. - 300 ^m E.	II
17.485	Bureau de recherches et de participations minières, 27, avenue Urbain-Blanc, Rabat.	Meknès.	Signal géodésique Sidi-Bel-Ghit.	900 ^m N. - 300 ^m O.	III
17.486	id.	id.	id.	3.100 ^m S. - 2.100 ^m O.	III
17.487	id.	id.	id.	3.100 ^m S. - 6.100 ^m O.	III
17.488	id.	El-Hajeb.	Signal géodésique ferme Sainte-Émilie.	100 ^m N. - 3.750 ^m E.	III
17.489	M. Guy Layec, Taourirt.	Taourirt 5-6.	Signal géodésique le Guelab (cote 577).	4.400 ^m N. - 2.600 ^m O.	II
17.490	Omnium de gérance industrielle et minière, rue du Maréchal-de-Lattre-Tassigny, Oued-Zem.	Azrou.	Signal géodésique 92.	700 ^m S. - 900 ^m E.	II
17.491	id.	Oulmès—Moulay-Bouâzza.	Signal géodésique Mjelda.	3.200 ^m S. - 3.900 ^m O.	II

NUMERO du permis	TITULAIRE	CARTE	DESIGNATION DU POINT-PIVOT	POSITION DU CENTRE du permis par rapport au point-pivot	CATEGORIE
17.492	Compagnie minière du Sud, 57, avenue d'Amade, Casablanca.	Tafraoute 7-8.	Axe de la porte d'entrée de la jemâa de Tasserirt.	4.000 ^m N. - 1.650 ^m O.	II
17.493	Union minière de l'Atlas occidental, 8, place Mirabeau, Casablanca.	Tiznit.	Centre du marabout Sidi Ahmed ben Oughzal, à Ida-ou-Semlal.	4.600 ^m S. - 600 ^m O.	II
17.494	id.	id.	id.	600 ^m S. - 600 ^m O.	II
17.495	id.	id.	id.	600 ^m S. - 2.600 ^m E.	II
17.496	id.	Foum-el-Hassane 1-2 et Tafraoute 5-6.	Angle nord du marabout de Sidi Saïd ben Lahcèn.	2.000 ^m N. - 2.000 ^m O.	II
17.497	id.	id.	id.	6.000 ^m O.	II
17.498	id.	id.	id.	4.000 ^m N. - 6.000 ^m O.	II
17.499	id.	Marrakech-Sud 5-6.	Signal géodésique Jbel Tisguine.	11.450 ^m S. - 2.750 ^m O.	II
17.500	Si Bou Affi ben Mohamed ben Lardraoui, 12, rue Bab-Agnaou, garage Moulay Brahim, Marrakech-Médina.	Marrakech-Nord 5-6.	Signal géodésique Bou-Gadèr.	6.200 ^m S. - 5.000 ^m O.	II
17.501	M. Ernest Sireyjol, 82, rue Clemenceau, Marrakech.	Ouarzazate 1-2 et 5-6.	Signal géodésique Amfougoug.	4.350 ^m N. - 3.800 ^m E.	II
17.502	id.	Ouarzazate 7-8.	Signal géodésique Boul'Gir.	2.750 ^m N. - 3.250 ^m O.	II

Liste des permis d'exploitation institués au cours du mois de novembre 1955.

ETAT N° 2.

NUMERO du permis	TITULAIRE	CARTE	DESIGNATION DU POINT-PIVOT	POSITION DU CENTRE du permis par rapport au point-pivot	CATEGORIE
1214	M. Fouad Béchara, 48, rue Bab-Agnaou, Marrakech.	Marrakech-Nord.	Centre du marabout de Sidi Salah, au douar Si-Mohamed-ben-Zadi.	1.300 ^m O.	II

ETAT N° 3.

Liste des permis de recherche renouvelés au cours du mois de novembre 1955.

- 11.274 - II - M. Chalom Ittah - Todrha.
 12.822, 13.051 - II - M. François Gallon - Telouët.
 12.997, 12.998 - II - Société de recherches et de prospections minières des Rehamna - Mechrâ-Benâbbou.
 13.272, 13.273, 13.274, 13.377 - II - Société minière des Abda-Ahmar - Oued-Tensift.
 13.309 - II - Société minière de Biougra - Taroudannt.
 13.333, 13.587, 13.588, 13.589, 13.590, 13.591, 13.592, 13.593, 13.594, 13.595, 13.596, 13.597 - II - Compagnie marocaine des barytes - Oued-Tensift.
 13.558, 13.559, 13.560, 13.561, 13.562, 13.563, 13.564, 13.565, 13.566, 13.567, 13.568, 13.569, 13.570, 13.576, 13.577, 13.578, 13.579, 13.580, 13.609 - II - Bureau de recherches et de participations minières - Taliouine.
 13.608 - II - Bureau de recherches et de participations minières - Taroudannt.

ETAT N° 4.

Liste des permis d'exploitation renouvelés au cours du mois de novembre 1955.

- 691, 694, 695 - II - Société minière des Ayt-Saoun - Ouarzazate.
 763 - II - Bureau de recherches et de participations minières - Argana.

- 1038 - II - Union minière de l'Atlas occidental - Tizi-N'Test.
 1060 - II - Omnium de gérance industrielle et minière - Boujad.
 1080 - II - Société minière des Gundafa - Tizi-N'Test.

ETAT N° 5.

Liste des demandes de permis de recherche annulées au cours du mois de novembre 1955.

- 12.957 - II - M. Louis Vasseur - Christian.
 12.961 - II - Société africaine des minerais - Taouz 1-2.

ETAT N° 6.

Liste des permis de recherche annulés au cours du mois de novembre 1955.

- 3745, 3746 - IV - Société chérifienne des pétroles - Meknès.
 3870, 3871 - IV - Société chérifienne des pétroles - Ouezzane.
 8315, 8320 - II - Société minière marocaine d'Oujjit - Midelt.
 8330 - II - Société des mines de Bou-Skour - Jbel-Sarhro.
 8331, 8332, 8333, 8334, 8335, 8336 - II - Agence économique et financière au Maroc - Taliouine.
 8350, 8351, 8352, 8353, 8354 - II - M. Jules Bessis - Alougoum.
 8355, 8356 - VI - M. Jules Bessis - Alougoum.
 8358 - VI - Société des mines de Bou-Arfa - Alougoum.
 10.605 - II - Société minière d'El-Kelâa-des-M'Gouna et Iknioun - Dadès.
 11.280 - II - MM. Meyer Azeroual et Azeroual Elie - Maïdèr.

11.428 - II - Société minière de l'Atlas marocain - Boudenib.
 13.452 - II - M. Elie Benhamou - Todrha.
 13.454, 13.510 - II - Société minière de l'Atlas marocain - Todrha.
 13.456 - II - M. Jacob Tordjman - Todrha.
 13.457 - II - Société minière et métallurgique de Peñarroya - Todrha.
 13.460, 13.461, 13.511 - II - Société minière de l'Atlas marocain - Maïdèr.
 13.465, 13.466 - II - M. Chalom Ittah - Todrha.
 13.468 - II - MM. Azeroual Meyer et Azeroual Elie - Tafilalt.
 13.470 - II - M. Meyer Tordjman - Tafilalt.
 13.471, 13.472, 13.473 - II - M. Vincent Guardiola - Tafilalt.
 13.474, 13.475, 13.476, 13.477, 13.478 - II - M. Simon Tordjman - Tafilalt.
 13.479 - II - M. Moulay Hamed Lougani - Tafraoute.
 13.481 - II - Société minière et métallurgique de Peñarroya - Tiznit.
 13.483 - II - Société minière et métallurgique de Peñarroya - Foum-el-Hassane.
 13.484 - II - M. Farid Sambrana - Tafraoute.
 13.485, 13.486, 13.487, 13.488, 13.489 - VI - M. Farid Sambrana - Tafraoute.
 13.490, 13.491, 13.492 - IV - Syndicat de recherches des hydrocarbures d'Immouzer - Argana.
 13.493, 13.494, 13.495, 13.496 - II - M. Hamida ben Hadj Hoceïne Arab - Taliouine.
 13.497, 13.498, 13.499, 13.500, 13.501, 13.502 - II - M^{me} Irène Dechans - Debdou.
 13.503 - II - M. Barthélemy Teruel - Debdou.
 13.504 - II - M. Raphaël Scemama - Ouauizarhte.
 13.505, 13.506 - II - M. Jean Moreau - Todrha.
 13.509 - II - M. Simon Ben Ittah - Rheris.
 13.512 - 13.513 - II - M. Jean Eisenman - Rich.
 13.514 - II - M. Raphaël Scemama - Ouauizarhte - Dadès.
 13.515 - II - MM. El Alami Moulay Mustapha et Mohamed Moktar ben Abdeslem - Dadès.
 13.516, 13.517 - II - M. Jacob Bensimon - Rheris.
 13.518 - II - M. Elie Tordjman - Todrha.
 13.519, 13.536 - II - M. Jean-Marie Audubert - Ouarzazate.
 13.520 - II - M. Jacques Méresse - Todrha.
 13.521, 13.610, 13.611 - II - M. M'Hamed ou Madi - Jbel-Sarhro.
 13.522 - II - M. Ilou ben Ichou - Rich.
 13.523 - II - M. François Moréno - Todrha.
 13.524 - II - M. Assou ou Moha ou Zaïd - Rich.
 13.526 - II - M. Jean Damidaux - Tafilalt.
 13.527, 13.528, 13.529 - II - M. Paul André - Nemours.
 13.530 - II - M. Elie Hazzout - Todrha.
 13.531 - II - MM. Mohamed Larbi ben Ahmed et Abdelhadi ben Mohamed - Anoual-Rich.
 13.532, 13.533 - II - M^{me} Anne-Marie Labbé de Champgrand - Oulmès-Moulay-Bouazza.
 13.534 - II - M. Eugène Lebedeff - Tafraoute.
 13.535 - II - M. Abdelhalim ben Yellès - Tafilalt.
 13.537, 13.538, 13.539 - II - M. Henri Labarthe - Alougoum.
 13.540, 13.541, 13.542, 13.543 - II - M. Jean-Pierre Lemaigre-Dubreuil - Demnate.
 13.544 - II - M. Jean-Pierre Lemaigre-Dubreuil - Marrakech-Nord.
 13.545, 13.546, 13.547, 13.548, 13.549 - IV - M. Ladislav Potocki - Todrha.
 13.550 - II - M. Louis Vasseur - Christian.
 13.551 - II - Société marocaine de mines et de produits chimiques - Oujda.
 13.552 - II - M. Mohamed ben Mohamed, dit « Cheikh » - Tafraoute.
 13.553, 13.554 - II - M. Georges Marinakis - Rheris.
 13.555 - II - Compagnie de Tifnout - Tiranimine - Ouarzazate.

13.556 - II - Société chérifienne des mines - Christian.
 13.557 - II - M. Joseph Emsallem - Ich.
 13.571, 13.572 - II - Société d'études et d'exploitations minières du Sagho central - Jbel-Sarhro.
 13.581 - II - M^{me} Valentine Bonnet - Demnate-Telouët.
 13.582, 13.583 - II - M. Pierre Paro - Tizi-N-Test.
 13.584, 13.585, 13.586 - II - Compagnie des minerais de fer magnétique de Mokla-el-Hadid - Demnate.
 13.600 - II - M. Moulay Ahmed ben Lahcèn - Tizi-N-Test.
 13.601 - II - M. Jules Bessis - Tizi-N-Test.
 13.602 - II - M. Jean Takis - Berrechid.
 13.604 - I - Bureau de recherches et de participations minières - El-Borouj.
 13.605 - II - M. Vincent Miraglinolo - Christian.
 13.606 - III - M. Mohamed ben Belkacem - Azrou.
 13.612 - II - M. Raymond Goutayer - Rich.

ETAT N° 7.

Liste des permis de recherche et des permis d'exploitation venant à échéance au cours du mois de janvier 1956.

N.B. — Le présent état est donné à titre purement indicatif. Les permis qui y figurent peuvent faire l'objet d'une transformation ou d'une demande de renouvellement qui doit être déposée au service des mines, à Rabat, au plus tard, le jour anniversaire de l'institution du permis.

Les terrains couverts par les permis dont la transformation ou le renouvellement n'aura pas été demandé dans le délai ci-dessus indiqué seront de plein droit (sauf pour les permis de première et quatrième catégories) rendus libres aux recherches à partir du lendemain du jour anniversaire de l'institution des permis venus à expiration, et de nouvelles demandes de permis visant ces terrains pourront être déposées.

Il est donné dans l'ordre pour chaque permis : le numéro du permis, sa catégorie, le nom du titulaire et celui de la coupure de la carte de reconnaissance sur laquelle le permis est situé.

a) *Permis de recherche institués le 17 janvier 1949.*

8402 - II - M. Léon Carlier - Oujda.
 8419, 8420, 8421, 8422 - II - M. Pierre Paro - Ouarzazate.
 8423, 8424, 8425, 8426, 8427, 8428, 8429, 8430, 8431, 8432, 8433, 8434, 8435, 8436 - II - Etablissements Georges Evers et C^o - Tizi-N-Test.
 8438 - II - Société minière des Gundafa - Tizi-N-Test.
 8440 - II - M. Laurence Graig - Marrakech-Nord.
 8442, 8443 - II - Société nouvelle des mines de l'Bamega - Marrakech-Nord.

b) *Permis de recherche institués le 16 janvier 1953.*

13.777, 13.778, 13.779 - II - M. Henri Baumbach - Argana.
 13.780, 13.781, 13.782 - II - M^{me} Anne Bertin - Alougoum.
 13.783 - II - M. Isaac Nahmias - Dadès.
 13.784 - II - Société minière des Rehamna - Foum-el-Hassane.
 13.785 - II - M. Vincent Guardiola - Tafilalt.
 13.786 - II - M. André-Rémi Jacquemart - Taliouine.
 13.787 - II - M. Albert Nezri - Todrha.
 13.788, 13.789 - II - Société des mines de Rich - Rich.
 13.790 - II - M. Charles Béchara - Zagora.
 13.791 - II - Société interafricaine d'entreprises - Maïdèr.
 13.792 - II - M. Eugène Lebedeff - Foum-el-Hassane.
 13.793, 13.794 - II - Compagnie minière du Dra - Akka.
 13.795, 13.796, 13.802, 13.804 - II - Compagnie minière du Dra - Tata.
 13.797 - II - M. Yvan Paysot - Beni-Snassèn.
 13.798, 13.799 - II - M. Jean-Pierre Lemaigre-Dubreuil - Marrakech-Nord.

13.800, 13.801, 13.803 - II - Compagnie minière du Dra - Tata - Agadir-Tissintt.
 13.805 - II - M. Émile Kappel - Rich.
 13.806, 13.807, 13.808, 13.809 - II - Société de construction d'Agadir - Foum-el-Hassane.
 13.810, 13.811 - II - M. Geoffroy Guichard - Foum-el-Hassane.
 13.812, 13.832, 13.833 - II - M. Moulay Ahmed ben Lahcèn - Tizi-N-Test.
 13.813, 13.830, 13.831 - II - M. Moulay Ahmed ben Lahcèn - Marrakech-Sud.
 13.814, 13.815, 13.816, 13.817 - II - M. Abel Soumeillan - Todrha.
 13.820 - II - M. Georges Debono - Midelt.
 13.821, 13.822, 13.823 - II - Société des mines de plomb d'Aguerzga - Telouët.
 13.824 - II - M. Mohamed ben Ahmed Souci - Marrakech-Sud.
 13.825 - II - M. Robert Beaujean - Marrakech-Sud.
 13.826, 13.827, 13.829, 13.839, 13.840, 13.841 - II - M. Louis Toulet - Meknès.
 13.828 - II - M. Antoine Membrives - Settat.
 13.834 - II - M. Jean Routier - Taliouine-Alougoum.
 13.835 - II - M. Jean Routier - Alougoum.
 13.836, 13.837, 13.838 - II - Société de recherches et d'études minières de Tafraoute - Taliouine.
 13.842, 13.843 - II - Bureau de recherches et de participations minières - Taliouine.
 13.844, 13.845 - II - M. Jean Coudere - Telouët.

13.846, 13.847 - II - M. Aouachria Khalid - Marrakech-Nord.
 13.849, 13.850, 13.852 - II - Compagnie minière du Sud - Tafraoute.
 13.851, 13.854 - II - M. Mariam Romeyko - Tafraoute.
 13.853 - III - M. Ali ben Brahim - Itzèr.
 13.855, 13.856 - II - Société minière de Biougra - Taroudannt.
 13.857, 13.858 - II - M. André Morechand - Khemissèl.
 13.859 - II - M. André Morechand - Tiffèt.
 13.860 - II - Société des mines de Bou-el-Baroud - Taroudannt.
 13.861 - II - M. Paul Dolisie - Taroudannt.
 13.862 - II - Société marocaine d'études et d'explorations minières - Taroudannt.
 13.863, 13.879 - II - M. Pierre Vuillet - Oulmès—Moulay-Bouazza.
 13.864 - II - M. Elias Benaïm - Fedala.
 13.865, 13.866, 13.867, 13.868, 13.869, 13.870, 13.871, 13.872, 13.873, 13.874, 13.875 - II - M^{me} Geneviève Bouguereau - Mechrâ-Benâbbou.
 13.876 - II - M. François Gracia - Chichaoua.
 13.877 - II - M. François Olloix - Taroudannt.
 13.878 - II - M. Mohamed ben Mohamed ben Brahim - Telouët.
 13.880 - II - M. Maxime Salvat - Aguelmous.

c) Permis d'exploitation institué le 16 janvier 1944.
 533 - II - Société minière du djebel Tazzecka - Taza.

d) Permis d'exploitation institué le 16 janvier 1952.
 1087 - II - Omnium de gérance industrielle et minière - Oulmès.

ORGANISATION ET PERSONNEL DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

TEXTES COMMUNS.

Arrêté résidentiel du 11 novembre 1955 modifiant l'arrêté résidentiel du 30 décembre 1947 fixant les modalités de l'élection des représentants du personnel des collectivités publiques dans les organismes disciplinaires et les commissions d'avancement.

LE GÉNÉRAL DE CORPS D'ARMÉE PIERRE BOYER DE LATOUR,
 COMMISSAIRE RÉSIDENT GÉNÉRAL DE FRANCE AU MAROC,
 Commandant interarmées,
 Grand-croix de la Légion d'honneur,

Vu l'arrêté viziriel du 30 décembre 1947 modifiant et complétant l'arrêté viziriel du 13 septembre 1945 relatif à la représentation du personnel dans les organismes disciplinaires et les commissions d'avancement ;

Vu l'arrêté résidentiel du 30 décembre 1947 fixant les modalités de l'élection des représentants du personnel des collectivités publiques dans les organismes disciplinaires et les commissions d'avancement,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — L'article 12, paragraphe b), de l'arrêté résidentiel susvisé du 30 décembre 1947, est modifié ainsi qu'il suit :

« Article 12. — .....

« b) Fixation des grades dans lesquels les listes ont des représentants titulaires :

« La liste ayant droit au plus grand nombre de sièges choisit le grade dans lequel elle désire se voir attribuer le premier siège auquel elle peut prétendre.

« Les listes suivantes ayant également droit à au moins un siège, choisissent ensuite, dans l'ordre décroissant du nombre de voix obtenu pour chacune d'elles, le grade dans lequel elles désirent se voir attribuer leur premier siège.

« Les listes ayant obtenu plus d'un siège, sont ensuite appelées, dans le même ordre, à pourvoir leur deuxième siège.

« Toutefois, l'application des règles qui précèdent ne peut avoir pour effet de permettre à une liste d'empêcher par son choix une autre liste d'obtenir le nombre de sièges auquel elle a droit dans les grades pour lesquels elle avait présenté des candidats.

« Il est procédé de même pour tous les sièges restant à pourvoir. »

(La suite sans modification.)

Rabat, le 11 novembre 1955.

BOYER DE LATOUR.

Instruction résidentielle n° 99/F.P. du 10 décembre 1955 modifiant l'Instruction résidentielle n° 69 du 21 septembre 1955 relative à la rémunération des personnels de l'État, des municipalités, des offices et des établissements publics rappelés sous les drapeaux ou convoqués pour effectuer une période militaire.

M. ANDRÉ-LOUIS DUBOIS, COMMISSAIRE RÉSIDENT GÉNÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE AU MAROC,
 Commandeur de la Légion d'honneur,

à MM. les directeurs, chefs d'administration,
 les chefs de la cour d'appel,
 le trésorier général du Maroc,

OBJET : Rémunération des fonctionnaires et agents rappelés ou maintenus sous les drapeaux.

Compte tenu des dispositions combinées des articles 6 et 11 du dahir du 24 novembre 1944 relatif au cumul de rémunérations et de retraites, prévoyant la possibilité de déroger exceptionnellement, par

voie d'instruction résidentielle, à l'interdiction de cumul de rémunérations principales servies par diverses collectivités, l'instruction résidentielle n° 69 du 21 septembre 1955 a précisé dans quelles conditions les fonctionnaires et agents rappelés ou convoqués sous les drapeaux pouvaient continuer à percevoir leurs émoluments civils tout en bénéficiant de la solde militaire.

Par suite des modifications apportées récemment à ce régime par l'État français et des instructions corrélatives données à l'autorité militaire, il est apparu nécessaire d'aménager parallèlement les règles précédemment édictées en la matière sur le plan local.

Il convient, en conséquence, d'observer désormais en l'objet les nouvelles directives exposées ci-après :

Les prescriptions de l'instruction résidentielle n° 69 du 21 septembre 1955 demeurent applicables, sans modification :

a) aux personnels convoqués d'office ou sur leur demande pour accomplir une période militaire d'exercice ou de manœuvres ;

b) aux fonctionnaires retraités rappelés ou convoqués sous les drapeaux pour quelque cause que ce soit.

S'agissant des fonctionnaires et agents *en activité rappelés ou maintenus sous les drapeaux*, ils devront être soumis aux dispositions de la présente instruction.

TITRE PREMIER.

CHAMP D'APPLICATION DE L'INSTRUCTION.

1° Le régime de rémunération analysé ci-dessous s'appliquera, d'une façon générale, aux fonctionnaires titulaires et stagiaires des administrations de l'État et des collectivités publiques qui ont été ou seront soit maintenus sous les drapeaux au-delà de la durée légale du service militaire, soit rappelés par l'armée, en exécution des décrets des 19, 24 et 28 août et du 13 octobre 1955 ; les intéressés devront se trouver en situation d'activité au moment de leur appel ou de leur rappel sous les drapeaux.

2° Seront soumis aux mêmes dispositions les agents non titulaires, quel que soit leur mode de rémunération, qui, à la date de leur appel ou rappel par l'autorité militaire, seront effectivement en fonction et justifieront de six mois de services dans l'administration marocaine.

Les agents titulaires ou non des offices et établissements publics bénéficieront des mêmes modalités de rétribution sous réserve des adaptations jugées indispensables.

TITRE II.

RÉGIME DE RÉMUNÉRATION.

Les personnels visés au titre premier recevront, dans tous les cas, la solde militaire attachée à leur grade dans l'armée.

Ils bénéficieront, en outre, s'il y a lieu, à compter soit de la date de leur rappel sous les drapeaux, soit de la date d'expiration de leur service militaire légal, d'une indemnité différentielle à la charge de leur administration ou service d'origine, qui sera égale à la différence existant entre :

d'une part, la rémunération brute civile afférente à l'emploi occupé dans l'administration ;

d'autre part, la rémunération globale reçue de l'autorité militaire, avant déduction des prélèvements fiscaux.

Les rémunérations civile et militaire à prendre en considération pour le calcul de l'indemnité différentielle ne comprendront, toutefois, que les éléments énumérés ci-après :

A. — Rémunération civile.

1° La rémunération brute civile sera constituée par : le traitement indiciaire ou salaire, la majoration marocaine s'il y échet, toutes les indemnités accessoires à caractère général, les indemnités familiales, les indemnités particulières au grade détenu et, éventuellement, les indemnités spéciales allouées dans les zones tangéroise et d'influence espagnole.

Seront exclues de la rémunération à retenir :

les indemnités ou primes allouées en contrepartie de risques spéciaux, telles que les primes de risques, les indemnités de responsabilité ou de caisse, etc. ;

les indemnités ayant un caractère représentatif de frais (frais de tournée, de bureau, de chauffage, d'uniforme, de monture ou de voiture automobile, frais de représentation, etc.).

Par exception, cependant, aux dispositions de l'alinéa précédent, il conviendra d'inclure dans la rémunération civile les indemnités représentatives de logement et les indemnités d'entretien de monture lorsque celle-ci aura été conservée ; il en sera de même des indemnités de ravitaillement et des postes du Sud, sauf pour les agents célibataires sans enfant à charge.

2° Les émoluments civils à prendre en compte ne comprendront pas les avantages suivants, qui devront néanmoins continuer d'être accordés aux agents rappelés ou maintenus sous les drapeaux :

indemnités forfaitaires pour travaux supplémentaires ;

indemnités pour travaux extraordinaires ou spéciaux ;

aide exceptionnelle au logement.

3° En ce qui concerne les agents qui bénéficient d'une rémunération forfaitaire mensuelle, celle-ci constituera la rémunération civile à prendre en compte, sauf si elle comporte en fait des éléments comparables à ceux exclus par les dispositions qui précèdent ; dans ce dernier cas, il appartiendra à l'administration intéressée de proposer la révision du montant de la rémunération forfaitaire.

Pour les ouvriers à salaire horaire, il conviendra de prendre en considération la rémunération correspondant à quarante-huit heures de travail par semaine, compte tenu du tarif horaire normal majoré éventuellement de la prime d'ancienneté, et des indemnités familiales, à l'exclusion de toute autre prime et de tout supplément.

B. — Rémunération militaire.

La rémunération militaire à comparer à celle de l'emploi civil comportera :

la solde mensuelle nette ou la solde spéciale progressive ;

la majoration nord-africaine de 33 % ;

l'indemnité de résidence et son abouement ou l'indemnité résidentielle de cherté de vie et, le cas échéant, l'indemnité spéciale de résidence en Afrique du Nord ;

le complément temporaire de rémunération ;

l'indemnité spéciale dégressive ;

le supplément familial de solde ;

la prime hiérarchique ;

la prime de qualification ;

le cas échéant, le complément provisoire d'indemnité temporaire de cherté de vie.

Il est à noter que l'administration militaire ne versera pas aux intéressés les prestations familiales (allocations familiales proprement dites et allocation de salaire unique).

L'indemnité différentielle, déterminée en valeur brute suivant les modalités qui précèdent, subira les retenues relatives au service des pensions, aux cotisations mutualistes et, éventuellement, aux redevances locatives, étant précisé que toutes ces retenues seront calculées en fonction des émoluments normalement assujettis. Les prélèvements fiscaux à exercer sur l'indemnité différentielle seront obtenus par différence entre les impôts afférents à la rémunération civile et ceux effectivement déduits de la solde militaire.

Dans les cas où l'indemnité différentielle se révélera inexistante ou d'un montant insuffisant pour supporter les retenues autres que les impôts visés à l'alinéa précédent, ces retenues feront l'objet d'une régularisation lors du retour des intéressés dans l'administration, si la durée de leur absence n'a pas dépassé trente jours. Si celle-ci se prolonge au-delà de trente jours, les agents rappelés sous les drapeaux devront, dans l'hypothèse envisagée, verser eux-mêmes directement les retenues dont il s'agit aux services ou organismes créanciers, les prélèvements fiscaux étant, en tout état de cause, précomptés par le service ordonnateur.

Le montant de l'indemnité différentielle sera éventuellement révisé à la suite des mesures à caractère général ou individuel ayant une incidence sur l'un quelconque des éléments de calcul.

TITRE III.

SITUATION ADMINISTRATIVE DES PERSONNELS RAPPelés
OU MAINTENUS SOUS LES DRAPEAUX.

Par analogie avec les dispositions du titre V de l'instruction résidentielle n° 69 du 21 septembre 1955, la situation administrative des fonctionnaires et agents rappelés ou maintenus sous les drapeaux, sera fixée, pour ceux d'entre eux qui font normalement l'objet de décisions de recrutement, par une décision conçue suivant le modèle ci-annexé ; cette décision devra être soumise au visa du contrôle des engagements de dépenses, puis adressée au service chargé d'ordonnancer ou de mandater la rémunération, qui en fera parvenir une ampliation au service des pensions.

Lors de la libération des intéressés, une simple décision sera établie, fixant la date de leur reprise de fonctions dans l'administration.

TITRE IV.

Les fonctionnaires et agents rappelés ou maintenus sous les drapeaux devront en aviser sans délai leur administration ou service en lui indiquant la date de leur rappel ou de leur maintien par l'autorité militaire, ainsi que leur affectation. Ils devront, par la suite, lui faire parvenir dès que possible, en vue du mandatement de l'indemnité différentielle, une attestation de solde mentionnant le détail de la rétribution reçue de l'armée et faisant ressortir les éléments imposables de cette rémunération et les prélèvements fiscaux effectués (prélèvement principal, prélèvement additionnel et taxe de compensation familiale) ; cette attestation sera transmise par l'administration d'origine au service ordonnateur du traitement.

Toute modification de la solde devra faire l'objet d'une nouvelle attestation.

Il convient, du reste, de signaler que l'autorité militaire a reçu pour instructions de communiquer en principe mensuellement aux administrations publiques le montant des émoluments versés aux intéressés au titre des éléments de rémunération pris pour bases de calcul de l'indemnité différentielle.

Il y aura lieu d'appeler tout particulièrement l'attention des agents en cause sur la nécessité de produire dans les moindres délais les pièces justificatives exigées.

*
* *

Les prescriptions de la présente instruction s'appliqueront à compter :

du 1^{er} novembre 1955, aux fonctionnaires et agents maintenus sous les drapeaux à l'expiration de leurs obligations militaires légales, même s'ils l'ont été avant cette date ;

du 1^{er} janvier 1956, aux personnels rappelés sous les drapeaux ; cette date sera substituée à celle prévue au deuxième alinéa du titre II ci-dessus pour les agents rappelés antérieurement.

Rabat, le 10 décembre 1955.

ANDRÉ-LOUIS DUBOIS.

DIRECTION

de .....

DECISION

LE DIRECTEUR DE .....

Vu l'instruction résidentielle n° 99 du 10 décembre 1955 modifiant l'instruction résidentielle n° 69 du 21 septembre 1955 relative à la rémunération des personnels de l'État, des municipalités, des offices et des établissements publics rappelés sous les drapeaux ou convoqués pour effectuer une période militaire ;

Considérant que M. .... (nom, prénoms, grade) a été rappelé sous les drapeaux à compter du ..... (a) ;

DÉCIDE :

ARTICLE PREMIER. — A compter du ..... M. .... (nom, prénoms, grade) est mis à la disposition de l'autorité militaire (b).

ART. 2. — M. .... conservera dans cette situation ses droits à l'avancement et à la retraite, sous réserve du versement des retenues réglementaires.

Il bénéficiera, s'il y a lieu, de l'indemnité différentielle prévue par l'instruction résidentielle susvisée du ..... 1955 (c).

Rabat, le .....

Vu :

Le contrôleur
des engagements de dépenses,

(a) Pour les fonctionnaires maintenus sous les drapeaux à l'issue de leur service militaire légal, il y aura lieu d'adopter la rédaction suivante :

« Considérant que M. (nom, prénoms, grade), placé en disponibilité à compter « du ..... « pour satisfaire à ses obligations militaires, a été maintenu sous les drapeaux à « l'expiration de la durée légale. »

(b) Dans l'hypothèse envisagée au paragraphe (a) ci-dessus, l'article premier de la décision sera libellé comme suit :

« ARTICLE PREMIER. — M. (nom, prénoms, grade), cesse d'être placé dans la « position de disponibilité à compter du (date d'expiration de la durée légale) et « reste à la disposition de l'autorité militaire. »

(c) En ce qui concerne les agents non titulaires, seul le deuxième alinéa de l'article 2 sera reproduit.

Instruction résidentielle n° 100/F.P. du 10 décembre 1955 modifiant l'instruction résidentielle n° 70 du 21 septembre 1955 relative à la rémunération des personnels de l'État, des municipalités, des offices et des établissements publics faisant l'objet d'un ordre de réquisition par les autorités civiles.

M. ANDRÉ-LOUIS DUBOIS, COMMISSAIRE RÉSIDENT GÉNÉRAL
DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE AU MAROC,
Commandeur de la Légion d'honneur,

à MM. les directeurs, chefs d'administration,
les chefs de la cour d'appel,
le trésorier général du Maroc,

L'instruction résidentielle n° 70 du 21 septembre 1955 relative à la rémunération des fonctionnaires et agents requis par les autorités civiles, a été fixée, par référence à l'instruction résidentielle n° 69 de la même date concernant les personnels rappelés ou convoqués

sous les drapeaux, les modalités de calcul de la rémunération civile servant de base à la détermination de l'indemnité différentielle due aux intéressés.

Les dispositions de cette dernière instruction ayant été modifiées à compter du 1^{er} janvier 1956, j'ai l'honneur de vous faire connaître qu'il convient d'appliquer à partir de cette date, aux personnels requis, les prescriptions du titre II, « Régime de rémunération », de l'instruction résidentielle n° 99 du 10 décembre 1955 réglant la situation des fonctionnaires et agents rappelés ou maintenus sous les drapeaux.

A cet effet, il y aura lieu de substituer à la solde militaire le montant de l'indemnité journalière perçue à titre de requis, à l'exclusion de la prime spéciale qui demeure cumulable en totalité avec l'indemnité différentielle.

Les dispositions de l'instruction résidentielle n° 80 du 18 octobre 1955 restent en vigueur.

Rabat, le 10 décembre 1955.

ANDRÉ-LOUIS DUBOIS.

Arrêté du secrétaire général du Protectorat du 8 décembre 1955 modifiant l'arrêté du secrétaire général du Protectorat du 19 septembre 1951 portant réglementation sur les fonctionnaires logés.

LE PRÉFET, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU PROTECTORAT,
Commandeur de la Légion d'honneur,

Vu l'arrêté du secrétaire général du Protectorat du 19 septembre 1951 portant réglementation sur les fonctionnaires logés,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — L'article 6 de l'arrêté du secrétaire général du Protectorat du 19 septembre 1951 portant réglementation sur les fonctionnaires logés, est modifié ainsi qu'il suit :

« Article 6. — Agents logés dans des immeubles construits avant le 1^{er} janvier 1941. — A compter du 1^{er} janvier 1956, le taux de la redevance prévue à l'article ci-dessus est fixé, en ce qui concerne les immeubles construits avant le 1^{er} janvier 1941, dans les conditions définies à l'article 7 ci-après.

« Toutefois, les agents occupant effectivement un logement avant le 1^{er} janvier 1956 ne peuvent, en aucun cas, se voir réclamer, pour ce logement, une redevance supérieure à celle qui résulterait de l'application des dispositions du dahir du 30 juin 1955 relatif aux loyers des locaux d'habitation sis dans les villes nouvelles. »

Rabat, le 8 décembre 1955.

G. ÉRIAU.

Arrêté du directeur des finances du 8 décembre 1955 modifiant l'arrêté du 13 avril 1950 relatif à l'application de l'arrêté viziriel du 14 décembre 1949 portant institution d'un capital-décès au profit des ayants droit des fonctionnaires décédés.

LE DIRECTEUR DES FINANCES,

Vu l'arrêté viziriel du 14 décembre 1949 portant institution d'un capital-décès au profit des ayants droit des fonctionnaires décédés, modifié par l'arrêté viziriel du 27 février 1951 ;

Vu l'arrêté du directeur des finances du 13 avril 1950 relatif à l'application de l'arrêté viziriel susvisé du 14 décembre 1949, tel qu'il a été modifié par l'arrêté du 3 juin 1952,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — L'article 3 de l'arrêté du directeur des finances susvisé du 13 avril 1950, tel qu'il a été modifié par l'arrêté du 3 juin 1952, est modifié ainsi qu'il suit à compter du 1^{er} octobre 1955 :

« Article 3. — Le capital-décès prévu à l'article 4 de l'arrêté viziriel précité sera attribué dans la limite d'un maximum fixé à 176.000 francs. »

Rabat, le 5 décembre 1955.

Pour le directeur des finances et p.o.,

Le directeur adjoint,
chef de la division administrative,

MALKOV.

TEXTES PARTICULIERS

SECRETARIAT GÉNÉRAL DU PROTECTORAT

Arrêté du secrétaire général du Protectorat du 10 décembre 1955 portant désignation des membres du jury des examens du brevet supérieur de mécanographie et du certificat d'aptitude aux fonctions de chef d'atelier mécanographique, des 20 et 21 décembre 1955.

LE PRÉFET, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU PROTECTORAT,
Commandeur de la Légion d'honneur,

Vu l'arrêté du secrétaire général du Protectorat du 20 octobre 1955 ouvrant les examens du brevet supérieur de mécanographie et du certificat d'aptitude aux fonctions de chef d'atelier mécanographique,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Sont désignés en qualité de membres du jury des examens du brevet supérieur de mécanographie et du certificat d'aptitude aux fonctions de chef d'atelier mécanographique, des 20 et 21 décembre 1955 :

- MM. Bertrand, administrateur des statistiques, président ;
- Bienenfeld, administrateur civil à la division de la dette publique ;
- Cantegreil, administrateur civil à la direction générale de la sécurité sociale.

Rabat, le 10 décembre 1955.

G. ÉRIAU.

Arrêté du secrétaire général du Protectorat du 10 décembre 1955 rapportant l'arrêté du 24 novembre 1955 relatif au stage spécial d'études administratives organisé sous l'égide de l'École nationale d'administration au bénéfice de certains candidats marocains.

LE PRÉFET, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU PROTECTORAT,
Commandeur de la Légion d'honneur,

Vu l'arrêté du secrétaire général du Protectorat du 24 novembre 1955 relatif, pour l'année 1956, au stage spécial d'études administratives à l'École nationale d'administration au bénéfice de certains candidats marocains, tel qu'il a été complété par l'arrêté du 5 décembre 1955,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — L'arrêté susvisé du 24 novembre 1955, tel qu'il a été complété par l'arrêté du 5 décembre 1955, est rapporté.

Rabat, le 10 décembre 1955.

G. ÉRIAU.

JUSTICE FRANÇAISE

Arrêté du premier président de la cour d'appel du 7 décembre 1955 portant ouverture d'un concours pour trente emplois de commis stagiaire des secrétariats-greffes des juridictions françaises.

Aux termes d'un arrêté du premier président de la cour d'appel du 7 décembre 1955, le nombre d'emplois mis au concours du 19 décembre 1955, pour le recrutement de commis stagiaires des secrétariats-greffes des juridictions françaises du Maroc.

est porté à trente, dont dix réservés aux ressortissants de l'Office marocain des anciens combattants et victimes de la guerre, tels qu'ils ont été déterminés par le dahir du 23 janvier 1951 sur les emplois réservés. Le nombre d'emplois susceptibles d'être attribués aux candidats du sexe féminin est fixé à quatre.

DIRECTION DES TRAVAUX PUBLICS

Arrêté du directeur des travaux publics du 5 décembre 1955 portant ouverture d'un examen probatoire pour l'emploi de chef de bureau d'arrondissement des travaux publics.

LE DIRECTEUR DES TRAVAUX PUBLICS,

Vu le dahir du 5 avril 1945 relatif à l'incorporation de certains agents de l'administration chérifienne dans les cadres de fonctionnaires ;

Vu l'arrêté du 22 octobre 1945 relatif à l'incorporation de certains agents de l'administration chérifienne dans les cadres de fonctionnaires de la direction des travaux publics et notamment les articles 3 et 4 ;

Vu le dahir du 30 janvier 1954 complétant le dahir du 5 avril 1945 relatif à l'incorporation de certains agents de l'administration chérifienne dans les cadres de fonctionnaires,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Un examen probatoire pour l'emploi de chef de bureau d'arrondissement des travaux publics du Maroc, réservé aux candidats bénéficiaires du dahir du 30 janvier 1954, aura lieu à Rabat, les 20, 21 et 22 décembre 1955.

Rabat, le 15 décembre 1955.

Pour le directeur des travaux publics,

Le directeur adjoint,
chef du service administratif,

SONNIER.

DIRECTION DE L'AGRICULTURE ET DES FORÊTS

Arrêté du directeur de l'agriculture et des forêts du 8 décembre 1955 portant ouverture à compter du 6 février 1956 d'un examen professionnel pour l'accès au grade d'ingénieur principal des services agricoles.

LE DIRECTEUR DE L'AGRICULTURE ET DES FORÊTS,

Vu l'arrêté viziriel du 5 février 1952 portant statut des ingénieurs agricoles et des ingénieurs des travaux agricoles et notamment son article 4 ;

Vu l'arrêté du directeur de l'agriculture et des forêts du 4 février 1953 fixant les conditions de l'examen professionnel pour l'accès au grade d'ingénieur principal des services agricoles ;

Vu l'arrêté directeur du 6 octobre 1950 portant réglementation sur l'organisation et la police des concours et examens organisés par les services relevant de la direction de l'agriculture et des forêts ;

Sur la proposition du chef de la division de l'agriculture et de l'élevage,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — L'examen professionnel prévu à l'article 4 de l'arrêté viziriel du 5 février 1952 pour l'accès au grade d'ingénieur principal des services agricoles, aura lieu à Rabat à partir du 6 février 1956.

Les demandes d'inscription devront parvenir à la direction de l'agriculture et des forêts (division de l'agriculture et de l'élevage) à Rabat, avant le 6 janvier 1956, dernier délai.

Rabat, le 8 décembre 1955.

Pour le directeur de l'agriculture et des forêts,

Le sous-directeur,
chef du service administratif,

LEGUIEL.

Rectificatif au « Bulletin officiel » n° 2239, du 23 septembre 1955, page 1481.

Arrêté du directeur de l'agriculture et des forêts du 16 septembre 1955 relatif à l'élection des représentants du personnel de la direction de l'agriculture et des forêts dans les commissions d'avancement et les organismes disciplinaires pour les années 1956-1957.

Au lieu de :

« Cadre des inspecteurs de l'agriculture (inspecteurs régionaux, principaux, ordinaires et adjoints), constituant un seul grade ..... 2 » ;

Lire :

« Cadre des inspecteurs de l'agriculture (inspecteurs régionaux, principaux, ordinaires et adjoints), constituant un seul grade ..... — »

OFFICE DES POSTES, DES TÉLÉGRAPHES ET DES TÉLÉPHONES

Arrêté du directeur des postes, des télégraphes et des téléphones du 14 décembre 1955 complétant l'arrêté du 10 octobre 1955 fixant les modalités de l'élection des représentants du personnel de l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones dans les conseils de discipline et les commissions d'avancement.

LE DIRECTEUR DE L'OFFICE DES POSTES, DES TÉLÉGRAPHES ET DES TÉLÉPHONES,

Officier de la Légion d'honneur,

Vu l'arrêté viziriel du 13 septembre 1945 relatif à la représentation du personnel dans les organismes disciplinaires et les commissions d'avancement, tel qu'il a été complété et modifié par l'arrêté viziriel du 30 décembre 1947 ;

Vu l'arrêté résidentiel du 30 décembre 1947 fixant les modalités de l'élection des représentants du personnel des collectivités publiques dans les organismes disciplinaires et les commissions d'avancement ;

Vu l'arrêté du 10 octobre 1955 fixant les modalités de l'élection des représentants du personnel de l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones dans les conseils de discipline et les commissions d'avancement,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Une élection des représentants du personnel de l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones dans les commissions d'avancement et les conseils de discipline qui seront appelés à siéger en 1956 et 1957, aura lieu le 9 janvier 1956, pour le cadre des chefs de bureau et sous-chefs de bureau (constituant un seul grade).

ART. 2. — Les listes porteront obligatoirement les noms de deux fonctionnaires.

Ces listes, qui devront mentionner le nom du candidat habilité à les représenter dans les opérations électorales et être appuyées des demandes établies et signées par les candidats, pourront être déposées à la direction de l'Office (service administratif, personnel) à Rabat, jusqu'au 19 décembre 1955, terme de rigueur.

Les listes seront publiées au *Bulletin officiel* du Protectorat du 23 décembre 1955.

ART. 3. — Le dépouillement des votes aura lieu le 17 janvier 1956 dans les conditions fixées par l'arrêté résidentiel susvisé du 30 décembre 1947.

ART. 4. — La commission de dépouillement des votes sera constituée ainsi qu'il suit :

MM. Davat, sous-directeur, chef du service administratif, président ;

Pujo, chef de bureau, membre ;

Sourroubille, inspecteur adjoint, membre.

Rabat, le 14 décembre 1955.

PERNOT.

MOUVEMENTS DE PERSONNEL ET MESURES DE GESTION

Nominations et promotions.

SECRETARIAT GÉNÉRAL DU PROTECTORAT.

Est promu, pour ordre, chef de bureau de 3^e classe (N.H.) : M. Salmochi Pierre, administrateur civil de 2^e classe, 1^{er} échelon, en service détaché. (Arrêté résidentiel du 4 novembre 1955.)

Est détaché pour remplir les fonctions de chef du service du contentieux, placé sous l'autorité du conseiller juridique du Protectorat, à compter du 27 octobre 1955 : M. Acquaviva Antoine, conseiller à la cour d'appel de Rabat. (Arrêté résidentiel du 4 novembre 1955.)

Est nommé secrétaire d'administration principal, 1^{er} échelon du 1^{er} décembre 1955 : M. Andriot Robert, secrétaire d'administration de 1^{re} classe, 3^e échelon. (Arrêté du secrétaire général du Protectorat du 7 novembre 1955.)

Est nommée dactylographe, 6^e échelon du 1^{er} novembre 1955 : M^{me} Iacono Marthe, dactylographe, 5^e échelon. (Arrêté du secrétaire général du Protectorat du 4 octobre 1955.)

* *

JUSTICE FRANÇAISE.

Est nommé, sur titres, commis stagiaire du 4 juillet 1955 : M. Ben Arbane Ahmed, capacitaine en droit. (Arrêté du premier président de la cour d'appel du 18 juillet 1955.)

Est reclassé, en exécution des dispositions des arrêtés vizirielles des 4 et 8 décembre 1954, commis principal de 2^e classe du 1^{er} décembre 1950, avec ancienneté du 16 octobre 1949, promu à la 1^{re} classe de son grade du 21 juillet 1952, avec ancienneté du 16 mai 1952, nommé secrétaire-greffier adjoint de 7^e classe du 1^{er} décembre 1952 et reclassé à la 5^e classe du même jour, avec ancienneté du 11 novembre 1951, et promu secrétaire-greffier adjoint de 4^e classe du 1^{er} avril 1954 (bonification pour services de guerre : 1 an 1 mois 15 jours) : M. Lévy-Valency Moïse, secrétaire-greffier adjoint de 4^e classe. (Arrêté du premier président de la cour d'appel du 28 septembre 1955.)

M. Allet Jean, secrétaire-greffier adjoint stagiaire, dont la démission est acceptée, est rayé des cadres du personnel de la justice française du 1^{er} septembre 1955. (Arrêté du premier président de la cour d'appel du 20 octobre 1955.)

Est placée dans la position de disponibilité pour convenances personnelles du 27 octobre 1955 : M^{me} Mantéi Marie, commis de 1^{re} classe. (Arrêté du premier président de la cour d'appel du 24 octobre 1955.)

Sont promus du 1^{er} décembre 1955 :

Secrétaire-greffier de 4^e classe : M. Bruna Marcel, secrétaire-greffier de 5^e classe ;

Secrétaire-greffier adjoint de 2^e classe : MM. Petit Robert et Amar Idriss, secrétaires-greffiers adjoints de 3^e classe ;

Secrétaire-greffier adjoint de 3^e classe : M. Audouy Fernand, secrétaire-greffier adjoint de 4^e classe ;

Secrétaire-greffier adjoint de 5^e classe : M. Pronost Paul, secrétaire-greffier adjoint de 6^e classe ;

Commis principal de 1^{re} classe : M. Damase Louis, commis principal de 2^e classe ;

Commis de 2^e classe : M^{me} Avila Jeanne, commis de 3^e classe ;

Interprète judiciaire principal de 1^{re} classe : M. Belkheziz M'Hamed, interprète judiciaire principal de 2^e classe.

Est nommé secrétaire-greffier en chef de 1^{re} classe au tribunal de paix de Fès du 1^{er} novembre 1955 : M. Fourcade Henri, secrétaire-greffier de 1^{re} classe au tribunal de première instance de Fès.

Application de l'arrêté viziriel du 18 août 1954.

Est nommé agent public de 3^e catégorie (1^{er} échelon) du 1^{er} octobre 1954 : M. Chraïbi Mohamed, commis temporaire.

Est reclassé interprète judiciaire principal de 2^e classe du 1^{er} août 1954 : M. Bekkoucha Driss, interprète judiciaire principal de 2^e classe du 1^{er} juin 1955.

(Arrêtés du premier président de la cour d'appel des 26, 27, 28 octobre et 4 novembre 1955.)

* *

DIRECTION DES AFFAIRES CHÉRIFIENNES.

Est reclassé commissaire du Gouvernement chérifien de 1^{re} classe, avec ancienneté du 29 mai 1950, promu commissaire hors classe, 1^{er} échelon, avec ancienneté du 29 mai 1952, et commissaire hors classe, 2^e échelon du 29 mai 1954 : M. Lapanne-Joinville Jean, commissaire du Gouvernement chérifien hors classe, 2^e échelon. (Arrêté directorial du 5 septembre 1955.)

* *

DIRECTION DE L'INTÉRIEUR.

Sont reclassés, en application du dahir du 4 décembre 1954, dans le corps des sapeurs-pompiers professionnels :

Lieutenant, 3^e échelon du 13 mars 1953, avec ancienneté du 20 avril 1952, et au 2^e échelon de son grade du 20 mai 1954 : M. Godderidge Robert ;

Sergent-chef, 3^e échelon du 1^{er} janvier 1952, avec ancienneté du 6 décembre 1950, et au 2^e échelon de son grade du 6 février 1953 : M. Janer Marcel.

(Arrêtés directoriaux du 6 décembre 1955.)

Application du dahir du 5 avril 1945 sur la titularisation des auxiliaires.

Sont titularisés et nommés :

Commis principal de 2^e classe du 1^{er} janvier 1952, avec ancienneté du 1^{er} novembre 1950, et à la 1^{re} classe de son grade du 1^{er} juillet 1953 : M. Bourgeois Roland ;

Commis principal d'interprétariat de 3^e classe du 1^{er} janvier 1954, avec ancienneté du 21 juin 1953 : M. Bentaleb Jilali ;

Inspecteur des plans de ville de 2^e classe du 1^{er} janvier 1955, avec ancienneté du 23 juillet 1953 : M. Loch Pierre.

(Arrêtés directoriaux du 29 novembre 1955.)

DIRECTION DES SERVICES DE SÉCURITÉ PUBLIQUE.

Sont recrutés en qualité de *surveillants stagiaires* :

Du 12 janvier 1955 : M. Delassus Jules ;
Du 1^{er} mars 1955 : M. Martynerie Yvon ;
Du 26 juin 1955 : M. Robles Georges ;
Du 1^{er} juillet 1955 : M. Pellicer Claude ;
Du 7 juillet 1955 : M. Benoit Fernand ;
Du 1^{er} août 1955 : M. Morato Antoine ;

Sont recrutés en qualité de *gardiens stagiaires* :

Du 17 février 1955 : M. Khanoussi Larbi ;
Du 16 juillet 1955 : M. Hafdi Mohamed.
(Arrêtés directoriaux des 30 août, 2, 16 et 21 septembre 1955.)

M. Porte Jean, surveillant stagiaire, dont la démission est acceptée, est rayé des cadres de la direction des services de sécurité publique (administration pénitentiaire) du 15 septembre 1955. (Arrêté directorial du 14 septembre 1955.)

Est titularisé et reclassé *gardien de 3^e classe* du 2 juillet 1954 (bonification pour services militaires : 2 ans 6 mois 29 jours) : M. Mohamed Bouchaïb, n° 352. (Arrêté directorial du 14 juin 1955.)

* *

DIRECTION DES FINANCES.

Est nommé *aide-opérateur breveté, 6^e échelon* du 20 mai 1954 : M. Claude Pepi, aide-opérateur non breveté, 6^e échelon. (Arrêté directorial du 3 novembre 1955.)

Est rayé des cadres de la direction des finances du 15 décembre 1955 : M. Elkaïm Naphtaly, commis stagiaire. (Arrêté directorial du 2 décembre 1955.)

Est nommé *inspecteur central de 1^{re} catégorie des impôts ruraux* du 1^{er} octobre 1955 : M. Coulon Jacques, inspecteur central de 2^e catégorie, 3^e échelon.

Est nommé *contrôleur principal des impôts urbains, 1^{er} échelon* du 1^{er} décembre 1955 : M. Djedidi Bouchaïb, contrôleur, 7^e échelon. (Arrêtés directoriaux du 3 novembre 1955.)

Sont reclassés, en application du dahir du 4 décembre 1954 :

Agents principaux de recouvrement, 5^e échelon :

Du 1^{er} janvier 1949, avec ancienneté du 27 novembre 1948 : M. Cohen Moïse ;

Du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 4 février 1945 : M. Rouanet Émile ;

Du 1^{er} juin 1951, avec ancienneté du 4 janvier 1951 : M. Michaud Louis ;

Agent principal de recouvrement, 4^e échelon du 1^{er} février 1951, avec ancienneté du 4 septembre 1950, et au 5^e échelon de son grade du 4 septembre 1953 : M. Francéschi Jean ;

Agent principal de recouvrement, 3^e échelon du 1^{er} octobre 1951, avec ancienneté du 17 mars 1951, et au 4^e échelon de son grade du 17 mars 1954 : M. Lejeune Jacques ;

Commis principal de 2^e classe du 1^{er} janvier 1953, avec ancienneté du 6 novembre 1950, et à la 1^{re} classe de son grade du 7 janvier 1954 : M. Hers Leib Georges ;

Commis principal de 3^e classe du 15 décembre 1954, avec ancienneté du 3 avril 1950, et à la 2^e classe de son grade du 15 décembre 1954, avec ancienneté du 22 juin 1953 : M. Infre Georges.

(Arrêtés directoriaux des 29 août, 3, 9 septembre et 18 octobre 1955.)

Sont reclassés, au service de l'enregistrement et du timbre, en application du dahir du 4 décembre 1954 :

Agent principal de constatation et d'assiette, 1^{er} échelon du 1^{er} mai 1950, avec ancienneté du 21 février 1949, et promu au 2^e échelon de son grade du 21 juillet 1952, avec ancienneté du 21 janvier 1952 : M. Fabregon Joseph ;

Commis de 3^e classe du 16 mai 1952, avec ancienneté du 17 avril 1951, et promu à la 2^e classe de son grade du 1^{er} avril 1954, avec ancienneté du 2 octobre 1951 : M. Lopez André.

(Arrêtés directoriaux des 12 et 17 octobre 1955.)

Est titularisé et nommé *commis de 3^e classe* du 15 décembre 1955 et reclassé à la 1^{re} classe de son grade du 15 décembre 1954, avec ancienneté du 20 juillet 1953 (bonifications pour services militaires : 4 ans 11 mois 2 jours, pour services civils : 1 an 2 mois 2 jours, et majorations d'ancienneté : 1 an 3 mois 21 jours) : M. Chagny Roland, commis stagiaire. (Arrêté directorial du 4 novembre 1955.)

Est titularisé et nommé *commis de 3^e classe* du 15 décembre 1955 et reclassé au même grade du 15 décembre 1954, avec ancienneté du 1^{er} juin 1953 (bonifications pour services militaires : 1 an 11 mois, et pour services civils : 7 mois 4 jours) : M. Aupetit Robert, commis stagiaire. (Arrêté directorial du 4 novembre 1955.)

Sont promus du 1^{er} décembre 1954 :

Inspecteur de 1^{re} classe : M. Philip Henri, inspecteur de 2^e classe ;

Commis principal d'interprétariat hors classe : M. Djebbar Noureddine, commis principal d'interprétariat de 1^{re} classe.

(Arrêtés directoriaux du 4 novembre 1955.)

Sont nommés dans l'administration des douanes et impôts indirects :

Agent breveté, 6^e échelon du 1^{er} février 1955 : M. Tourrier Marc, agent breveté, 5^e échelon ;

Préposés-chefs stagiaires :

Du 1^{er} octobre 1955 : MM. Pascual Albert et Rousselle Georges ;

Du 16 octobre 1955 : MM. Alti Charles et Raubaly Claude.

(Arrêtés directoriaux des 20 mai, 8 septembre, 1^{er} et 17 octobre 1955.)

Sont reclassés :

Gardien de 2^e classe du 6 mai 1954, avec ancienneté du 1^{er} décembre 1951 (bonification supplémentaire au titre de la médaille militaire : 1 an) : M. Boubekri Taïeb, m¹⁰ 774 ;

Gardien de 3^e classe du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 7 juin 1944 (bonification supplémentaire au titre de la médaille militaire : 1 an), promu à la 2^e classe de son grade du 1^{er} juillet 1948 et à la 1^{re} classe du 1^{er} juillet 1952 : M. Faloussi Allal, m¹⁰ 722 ;

Gardien de 4^e classe du 5 novembre 1951, avec ancienneté du 1^{er} avril 1949 (bonification supplémentaire au titre de la médaille militaire : 1 an), et promu à la 3^e classe de son grade du 1^{er} juin 1952 : M. Bouguerfa Lahsen, m¹⁰ 795.

Est rétrogradé au 2^e échelon de son grade du 1^{er} octobre 1955, avec ancienneté du 1^{er} janvier 1955 : M. Bertomeu Sauveur, agent breveté, 3^e échelon. (Arrêté directorial du 29 septembre 1955.)

* *

DIRECTION DES TRAVAUX PUBLICS.

Est nommé, après concours, *commis stagiaire* du 1^{er} juillet 1955 : M. Benhamou Abraham, Roger, agent temporaire. (Arrêté directorial du 18 octobre 1955.)

Sont promus du 1^{er} novembre 1955 :

Sous-agent public de 3^e catégorie (8^e échelon) : M. Rhilan Bouchta, sous-agent public de 3^e catégorie (7^e échelon) ;

Sous-agent public de 3^e catégorie (7^e échelon) : M. El Zoubir el Hanafi, sous-agent public de 3^e catégorie (6^e échelon).

(Arrêtés directoriaux du 31 octobre 1955.)

Sont nommés, après concours :

Commis stagiaire du 1^{er} juillet 1955 : M^{lle} Ratte Paule, dactylographe, 2^e échelon ;

Adjoint technique de 3^e classe du 1^{er} août 1955 : M. Fraud Claude, agent technique de 1^{re} classe.

(Arrêtés directoriaux du 20 septembre 1955.)

Est nommé, après concours, *adjoint technique de 3^e classe* du 1^{er} août 1955 : M. Lelong Jacques, agent technique de 1^{re} classe. (Arrêté directorial du 20 septembre 1955.)

Sont dispensés du stage et reclassés *commis principaux de 2^e classe* du 1^{er} juillet 1955 :

Avec ancienneté du 19 août 1952, et promu à la 1^{re} classe de son grade du 1^{er} juillet 1955 : M. Delpoux Justin-Henri ;

Avec ancienneté du 9 août 1953 : M. Suzzarini Jean, commis stagiaires.

(Arrêtés directoriaux du 21 novembre 1955.)

Est rayée des cadres du personnel de la direction des travaux publics du 1^{er} septembre 1955 : M^{lle} Neumann Geneviève, dactylographe, 1^{er} échelon, affectée à la direction des affaires chérifiennes. (Arrêté directorial du 27 septembre 1955.)

Est titularisé et nommé *agent public de 3^e catégorie* (2^e échelon) (*employé aux écritures*) du 1^{er} janvier 1951, avec ancienneté du 20 mai 1948 : M. Bouazza Boumedienne ben Ali, agent journalier. (Arrêté directorial du 5 septembre 1955.)

Est nommé, sur titres, *ingénieur adjoint stagiaire* du 1^{er} septembre 1955 : M. Rezagui Mohamed, adjoint technique à contrat. (Arrêté directorial du 8 septembre 1955.)

Sont nommés, après concours, *agents techniques stagiaires* du 1^{er} août 1955 : MM. Guatelli Pierre et Schmidt Jean, agents techniques à contrat, et MM. Recoing Georges, Bourdet Daniel et Villandre Robert, agents journaliers. (Arrêtés directoriaux des 23, 26 et 28 septembre 1955.)

Est nommé, après concours, *conducteur de chantier stagiaire* du 1^{er} août 1955 : M. Faucon Florent, agent journalier. (Arrêté directorial du 29 septembre 1955.)

Est titularisé dans son emploi et reclassé *agent technique de 1^{re} classe* du 1^{er} août 1954, avec ancienneté du 8 février 1952, et *agent technique principal de 3^e classe* du 1^{er} novembre 1954 (traitement et ancienneté) : M. Boila Raoul, agent technique stagiaire. (Arrêté directorial du 29 août 1955.)

* * *

DIRECTION DE L'AGRICULTURE ET DES FORÊTS.

Sont reclassés, en application du dahir du 4 décembre 1954 :

Ingénieur en chef des services agricoles, 1^{er} échelon du 1^{er} janvier 1952, avec ancienneté du 19 octobre 1950, et promu au 2^e échelon de son grade du 19 octobre 1952 : M. Faure Raoul, ingénieur en chef des services agricoles, 2^e échelon ;

Ingénieur principal des services agricoles, 2^e échelon du 1^{er} septembre 1951, avec ancienneté du 26 août 1950, promu au 3^e échelon de son grade du 26 août 1952 et au 4^e échelon du 26 août 1954 : M. de Beauchamp Georges, ingénieur principal des services agricoles, 4^e échelon ;

Ingénieur principal des services agricoles, 2^e échelon du 1^{er} janvier 1951, avec ancienneté du 11 février 1950, promu au 3^e échelon de son grade du 21 juillet 1952, avec ancienneté du 26 avril 1952, et au 4^e échelon du 26 mai 1954 : M. Briand Marcel, ingénieur principal des services agricoles, 4^e échelon ;

Chef de pratique agricole de 2^e classe du 1^{er} janvier 1951, avec ancienneté du 10 avril 1949, et promu à la 1^{re} classe de son grade du 21 juillet 1951, avec ancienneté du 10 février 1952 : M. Courtin Michel, chef de pratique agricole de 1^{re} classe ;

Adjoint technique principal de 3^e classe du 1^{er} mai 1951, avec ancienneté du 3 décembre 1949, et promu à la 2^e classe de son grade du 21 juillet 1952, avec ancienneté du 3 juin 1952 : M. Vincent Jean, adjoint technique principal de 2^e classe ;

Agent d'élevage de 1^{re} classe du 1^{er} janvier 1951, avec ancienneté du 18 octobre 1949, promu *agent d'élevage hors classe, 1^{er} échelon* du 21 juillet 1952, avec ancienneté du 18 avril 1952 : M. Brissaud Maurice, agent d'élevage hors classe, 1^{er} échelon ;

Agent d'élevage de 1^{re} classe du 1^{er} mars 1951, avec ancienneté du 17 décembre 1949, et promu *agent d'élevage hors classe, 1^{er} échelon* du 21 juillet 1952, avec ancienneté du 17 juin 1952 : M. Moulis François, agent d'élevage hors classe, 1^{er} échelon ;

Agent d'élevage de 1^{re} classe du 1^{er} janvier 1951, avec ancienneté du 17 octobre 1949, et promu *agent d'élevage hors classe, 1^{er} échelon* du 21 juillet 1952, avec ancienneté du 17 avril 1952 : M. Toizat Eugène, agent d'élevage hors classe, 1^{er} échelon ;

Agent d'élevage de 1^{re} classe du 1^{er} janvier 1951, avec ancienneté du 17 octobre 1949, et promu *agent d'élevage hors classe, 1^{er} échelon* du 21 juillet 1952, avec ancienneté du 17 avril 1952 : M. Garinat Léon, agent d'élevage hors classe, 1^{er} échelon ;

Agent d'élevage de 3^e classe du 1^{er} mai 1951, avec ancienneté du 24 décembre 1948, promu à la 2^e classe de son grade du 21 juillet 1952, avec ancienneté du 24 octobre 1951, et à la 1^{re} classe du 24 août 1954 : M. Rabbe Camille, agent d'élevage de 2^e classe ;

Agent d'élevage de 3^e classe du 1^{er} mars 1951, avec ancienneté du 14 novembre 1948, et promu à la 2^e classe de son grade du 21 juillet 1952, avec ancienneté du 14 janvier 1952 : M. Mazel Roger, agent d'élevage de 2^e classe ;

Agent d'élevage de 3^e classe du 1^{er} juillet 1951, avec ancienneté du 3 mars 1949, et promu à la 2^e classe de son grade du 3 septembre 1952 : M. Henry Louis, agent d'élevage de 2^e classe ;

Agent d'élevage de 3^e classe du 1^{er} janvier 1951, avec ancienneté du 30 décembre 1949, et promu à la 2^e classe de son grade du 30 août 1952 : M. Cécéstin Jean, agent d'élevage de 2^e classe ;

Agent d'élevage de 3^e classe du 1^{er} mai 1951, avec ancienneté du 23 décembre 1948, et promu à la 2^e classe de son grade du 21 juillet 1952, avec ancienneté du 23 août 1951 : M. Mahé Charles, agent d'élevage de 2^e classe ;

Agent d'élevage de 3^e classe du 1^{er} mars 1951, avec ancienneté du 17 décembre 1949, et promu à la 2^e classe de son grade du 21 juillet 1952, avec ancienneté du 17 juin 1952 : M. Bana Joseph, agent d'élevage de 2^e classe ;

Agent d'élevage de 3^e classe du 1^{er} juillet 1951, avec ancienneté du 18 avril 1950, et promu à la 2^e classe de son grade du 18 avril 1953 : M. Castelnat André, agent d'élevage de 2^e classe ;

Agent d'élevage de 4^e classe du 1^{er} janvier 1951, avec ancienneté du 28 septembre 1949, et promu à la 3^e classe de son grade du 18 août 1952 : M. Lafaille Roger, agent d'élevage de 3^e classe ;

Agent d'élevage de 5^e classe du 1^{er} mai 1951, avec ancienneté du 8 février 1950, et promu à la 4^e classe de son grade du 8 octobre 1952 : M. Flageul Eugène, agent d'élevage de 4^e classe ;

Agent d'élevage de 5^e classe du 1^{er} septembre 1951, avec ancienneté du 17 décembre 1950, et promu à la 4^e classe de son grade du 17 avril 1954 : M. Heim Alfred, agent d'élevage de 4^e classe ;

Commis principal de 1^{re} classe du 1^{er} juillet 1951, avec ancienneté du 5 février 1950, et promu *commis principal hors classe* du 5 janvier 1953 : M. Palenzuela Marcel, commis principal hors classe ;

Moniteur agricole de 7^e classe du 1^{er} juin 1951, avec ancienneté du 19 novembre 1949, et promu à la 6^e classe de son grade du 19 novembre 1952 : M. Chédeau Robert, dit « Richard », moniteur agricole de 6^e classe ;

Moniteur agricole de 6^e classe du 1^{er} février 1951, avec ancienneté du 10 mai 1950, et promu à la 5^e classe de son grade du 10 mars 1953 : M. Decamps Gilbert, moniteur agricole de 5^e classe ;

Moniteur agricole de 9^e classe du 1^{er} août 1952, avec ancienneté du 6 janvier 1952, et promu à la 8^e classe de son grade du 3 août 1954 : M. Miquel Henri, moniteur agricole de 8^e classe ;

Commis principal de 1^{re} classe du 1^{er} décembre 1951, avec ancienneté du 4 décembre 1950, et promu *commis principal hors classe* du 4 septembre 1953 : M. Henin Georges, commis principal hors classe.

(Arrêtés directoriaux des 30 août, 27 septembre, 3, 5, 6, 8, 10, 12 et 25 octobre 1955.)

Sont reclassés, en application du dahir du 4 décembre 1954 :

Commis chef de groupe de 4^e classe du 1^{er} juillet 1951, avec ancienneté du 6 décembre 1949, *commis chef de groupe de 3^e classe* du 21 juillet 1952, avec ancienneté du 6 décembre 1951, promu à la 2^e classe de son grade du 6 décembre 1953 et à la 1^{re} classe du 6 décembre 1955 : M. Mas Louis, commis chef de groupe de 2^e classe ;

Commis chef de groupe de 5^e classe du 1^{er} janvier 1952, avec ancienneté du 15 avril 1951, et promu à la 4^e classe de son grade du 15 juin 1953 : M. Charlemagne Roland, commis chef de groupe de 4^e classe ;

Commis chef de groupe de 4^e classe du 1^{er} janvier 1952, avec ancienneté du 4 août 1950, promu à la 3^e classe de son grade du 4 août 1952 et à la 2^e classe du 4 août 1954 : M. Hourdebaigt Pierre, commis chef de groupe de 4^e classe ;

Commis chef de groupe de 4^e classe du 1^{er} mars 1951, avec ancienneté du 13 novembre 1950, promu à la 3^e classe de son grade du 13 novembre 1952 et à la 2^e classe du 13 novembre 1954 : M. Apparicio Antoine, commis chef de groupe de 2^e classe ;

Commis principal de classe exceptionnelle (avant 3 ans) du 21 juillet 1952, avec ancienneté du 10 janvier 1952, et promu *commis principal de classe exceptionnelle (après 3 ans)* du 10 janvier 1955 : M. Son Frédéric, commis principal de classe exceptionnelle (avant 3 ans) ;

Commis principal de 2^e classe du 1^{er} août 1950, avec ancienneté du 5 août 1949, *commis principal de 1^{re} classe* du 21 juillet 1952, avec ancienneté du 5 février 1952, et promu à la *hors classe* de son grade du 5 août 1954 : M. Legendre André, commis principal hors classe ;

Commis principal de 1^{re} classe du 1^{er} septembre 1951, avec ancienneté du 10 août 1950, et promu à la *hors classe* de son grade du 10 avril 1953 : M. Augeraud Hector, commis principal hors classe ;

Commis principal de 1^{re} classe du 1^{er} décembre 1950, avec ancienneté du 23 mai 1949, et promu à la *hors classe* de son grade du 21 juillet 1952, avec ancienneté du 23 janvier 1952 : M. Grimaud Pierre, commis principal hors classe ;

Commis principal de 3^e classe du 1^{er} décembre 1949, avec ancienneté du 11 mai 1949, et promu à la 2^e classe de son grade du 21 juillet 1952, avec ancienneté du 11 janvier 1952, et à la 1^{re} classe du 11 octobre 1954 : M. Ségura Roger, commis principal de 1^{re} classe ;

Commis principal de 3^e classe du 1^{er} mars 1950, avec ancienneté du 18 mai 1949, promu à la 2^e classe de son grade du 21 juillet 1952, avec ancienneté du 18 juillet 1952 : M. Bessière Christian, commis principal de 2^e classe ;

Commis principal de 3^e classe du 1^{er} janvier 1951, avec ancienneté du 5 juin 1950, et promu à la 2^e classe de son grade du 5 décembre 1952 : M. Bazziconi Félix, commis principal de 2^e classe ;

Commis principal de 1^{re} classe du 1^{er} décembre 1951, avec ancienneté du 13 juin 1949, mis en disponibilité sur sa demande du 16 septembre 1952 et réintégré en qualité de *commis principal de 1^{re} classe* du 1^{er} mai 1955, avec ancienneté du 28 janvier 1952 : M. Baruteaud Lucien, commis principal de 1^{re} classe ;

Commis principal de 1^{re} classe du 1^{er} janvier 1954, avec ancienneté du 23 juin 1951, et promu à la *hors classe* de son grade du 2 mars 1954 : M. Lopez Vincent, commis principal hors classe ;

Commis principal de 2^e classe du 1^{er} janvier 1950, avec ancienneté du 20 octobre 1948, promu à la 1^{re} classe de son grade du

21 juillet 1952, avec ancienneté du 20 août 1951, et à la *hors classe* du 20 juin 1954 : M. Rizzo Dante, commis principal hors classe ;

Commis principal de 2^e classe du 1^{er} août 1950, avec ancienneté du 14 juin 1949, promu à la 1^{re} classe de son grade du 21 juillet 1952, avec ancienneté du 14 février 1952 : M. Baéza Roger, commis principal de 1^{re} classe.

(Arrêtés directoriaux des 8, 13, 17, 18, 22 août, 27, 30 septembre, 3 et 11 octobre 1955.)

Est placé dans la position de disponibilité pour convenances personnelles du 1^{er} décembre 1955 : M. Brun Michel, ingénieur géomètre de 2^e classe. (Arrêté directorial du 20 octobre 1955.)

Est nommé, après concours, *ingénieur géomètre adjoint stagiaire* du 7 septembre 1955 : M. Bisch Marie Charles-Pierre. (Arrêté directorial du 20 octobre 1955.)

Sont promus :

Agent d'élevage de 2^e classe du 1^{er} novembre 1955 : M. Cintas Léon, agent d'élevage de 3^e classe ;

Agent d'élevage de 4^e classe du 1^{er} décembre 1955 : M. Delplanque Émile, agent d'élevage de 5^e classe ;

Infirmier-vétérinaire de 1^{re} classe du 1^{er} septembre 1955 : M. Faïda Mohamed, m^e 93, infirmier-vétérinaire de 3^e classe ;

Infirmiers-vétérinaires de 2^e classe du 1^{er} septembre 1955 : MM. Benfadel Abed et Abdelati el Hassane, infirmiers-vétérinaires de 3^e classe.

(Arrêtés directoriaux des 19, 28 et 30 septembre 1955.)

Est reclassé, en application de l'article 8 du dahir du 5 avril 1945, *ingénieur des travaux agricoles, 1^{er} échelon* du 26 décembre 1953, avec ancienneté du 24 juillet 1952 : M. Morlot Jean-Baptiste, ingénieur des travaux agricoles, 1^{er} échelon. (Arrêté directorial du 17 octobre 1955.)

Sont nommés du 1^{er} janvier 1955 et astreints à un stage de deux ans : *adjoints de santé de 5^e classe (cadre des non diplômés d'État)* : MM. Moulay Driss ben Baïd Ahmed, maître infirmier de 3^e classe, et Ahmed el Maati, adjoint technique de 4^e classe. (Arrêtés directoriaux des 20 juillet et 18 août 1955.)

Sont recrutés et nommés *agents techniques stagiaires des eaux et forêts* du 26 juillet 1955 : MM. Roux André et Gourd Paul. (Arrêtés directoriaux des 27 août et 11 septembre 1955.)

Sont titularisés et nommés *agents techniques des eaux et forêts de 3^e classe* :

Du 1^{er} juillet 1954 :

Avec ancienneté du 22 mai 1953 : M. Blanc Henri ;

Avec ancienneté du 10 décembre 1953 : M. Miramon Jean ;

Du 1^{er} décembre 1954 :

Avec ancienneté du 13 octobre 1953 : M. Rousseil Maximin ;

Avec ancienneté du 1^{er} octobre 1953 : M. Gourlay Jean ;

Du 1^{er} janvier 1955 :

Avec ancienneté du 1^{er} octobre 1953 : M. Acquaviva Antoine ;

Avec ancienneté du 2 novembre 1953 : M. Abel Albert ;

Avec ancienneté du 1^{er} mai 1953 : M. Smolinski Thaddée ;

Avec ancienneté du 20 novembre 1953 : M. Vignot Bernard ;

Du 1^{er} février 1955 :

Avec ancienneté du 1^{er} mai 1953 : M. Desclaux Henri ;

Avec ancienneté du 2 novembre 1953 : M. Guihard Emmanuel ;

Du 1^{er} mars 1955, avec ancienneté du 24 janvier 1954 : M. Gauze Dominique ;

Du 1^{er} avril 1955 :

Avec ancienneté du 4 janvier 1954 : M. Quatrelivre Jean ;
Avec ancienneté du 29 janvier 1954 : M. Fois Richard ;

Du 1^{er} mai 1955 :

Avec ancienneté du 27 novembre 1953 : M. Pechairal Guy ;
Avec ancienneté du 16 février 1954 : M. Parera Jean ;
Avec ancienneté du 1^{er} février 1954 : M. Calatayud Guy ;

Du 1^{er} août 1955 :

Avec ancienneté du 1^{er} août 1953 : M. Massa Roger ;
Avec ancienneté du 4 août 1953 : M. Grouigneau Jean ;
Du 1^{er} septembre 1955, avec ancienneté du 1^{er} février 1954 :
M. Sauce Adrien ;

Du 1^{er} octobre 1955 :

Avec ancienneté du 24 février 1954 : M. Petit Jean ;
Avec ancienneté du 16 mai 1954 : M. Espin François ;
Avec ancienneté du 15 janvier 1954 : M. Dondeyne Charles.
(Arrêtés directoriaux du 19 octobre 1955.)

Sont titularisées et nommées, après concours, *dactylographes*, 1^{er} échelon du 1^{er} juin 1955 : M^{me} Villerot Pauline et M^{lle} Faure Claudette, agents temporaires. (Arrêtés directoriaux des 12 août et 10 octobre 1955.)

Est nommé *ingénieur des eaux et forêts de 1^{re} classe (3^e échelon)* du 1^{er} novembre 1955 : M. Rovillain Guy, *ingénieur des eaux et forêts de 1^{re} classe (2^e échelon)*. (Arrêté directorial du 22 août 1955.)

Sont nommés *agents techniques des eaux et forêts hors classe* du 1^{er} novembre 1955 : MM. Pétrequin Edmond et Thévenet Raymond, agents techniques de 1^{re} classe.

Sont nommés *agents techniques des eaux et forêts de 1^{re} classe* du 1^{er} novembre 1955 : MM. Malence Louis, Fenoy Candide et Jacquot René, agents techniques de 2^e classe.
(Arrêtés directoriaux du 22 août 1955.)

Est reclassé *garde général des eaux et forêts* du 15 avril 1946, et *ingénieur des travaux des eaux et forêts de 2^e classe* du 1^{er} janvier 1950, avec ancienneté du 15 avril 1946, et nommé à la 1^{re} classe (1^{er} échelon) de son grade du 1^{er} octobre 1953 et à la 1^{re} classe (2^e échelon) du 1^{er} décembre 1955 : M. Giboulet Germain, *ingénieur des travaux des eaux et forêts de 2^e classe (3^e échelon)*. (Arrêté directorial du 1^{er} mars 1955.)

Est reclassé *garde général des eaux et forêts* du 15 avril 1946 et *ingénieur des travaux des eaux et forêts de 2^e classe* du 1^{er} janvier 1950, avec ancienneté du 15 avril 1946, et nommé à la 1^{re} classe (1^{er} échelon) de son grade du 18 octobre 1953 et au 2^e échelon du 1^{er} décembre 1955 : M. Bouvier Jean, *ingénieur des travaux des eaux et forêts de 2^e classe (3^e échelon)*. (Arrêté directorial du 1^{er} mars 1955.)

Sont promus :

Cavalier des eaux et forêts de 2^e classe du 1^{er} novembre 1955 :
M. Bokbir Djilali ben Ahmed, cavalier de 3^e classe ;

Cavalier des eaux et forêts de 3^e classe du 1^{er} novembre 1955 :
M. Cherrak Snoussi, cavalier de 4^e classe ;

Cavaliers des eaux et forêts de 4^e classe du 1^{er} novembre 1955 :
MM. Ali ben Lahoucine, Kheffour Mohammed et Boubeddi Benayad, cavaliers de 5^e classe ;

Cavaliers des eaux et forêts de 5^e classe du 1^{er} novembre 1955 :
MM. Lamchichi el Hassane et Maarir Ahmed, cavaliers de 6^e classe.
(Arrêtés directoriaux du 1^{er} août 1955.)

Sont rayés des cadres du personnel de la direction de l'agriculture et des forêts (administration des eaux et forêts et de la conservation des sols) :

Du 11 octobre 1955 : M^{me} Leclerc Micheline, *dactylographe des eaux et forêts*, 1^{er} échelon ;

Du 16 octobre 1955 : M. Closcavet Michel, *agent technique des eaux et forêts de 2^e classe* ;

Du 1^{er} novembre 1955 :

M. Maestracci Noël, *agent technique des eaux et forêts de 3^e classe* ;
M. Lescaud Claude, *agent technique stagiaire des eaux et forêts* ;
M. Favreau Jacques, *commis principal des eaux et forêts de 1^{re} classe* ;

M^{me} Favreau Hélène, *sténodactylographe des eaux et forêts de 6^e classe* ;

Du 9 novembre 1955 : M. Calvel Maurice, *agent technique des eaux et forêts hors classe*,

dont les démissions sont acceptées.

(Arrêtés directoriaux des 16, 30 septembre, 3, 6, 10 et 21 octobre 1955.)

Sont licenciés et rayés des cadres du personnel de la direction de l'agriculture et des forêts (administration des eaux et forêts et de la conservation des sols) :

Du 1^{er} octobre 1955 : M. Podesta Gaston ;

Du 1^{er} novembre 1955 : MM. Beignon Jean et Maire Bernard ;

Du 16 novembre 1955 : M. Girou Gilbert,
agents techniques stagiaires des eaux et forêts.

(Arrêtés directoriaux des 30 août, 26 septembre, 20 et 22 octobre 1955.)

Est nommé *sous-agent public de 3^e catégorie, 8^e échelon* du 1^{er} novembre 1955 : M. Ahmed bel Hadj, *sous-agent public de 3^e catégorie, 7^e échelon*. (Arrêté directorial du 1^{er} août 1955.)

Est promu, au service de la conservation foncière, *interprète principal de 2^e classe* du 1^{er} janvier 1955 : M. Zaoui Meyer, *interprète hors classe*. (Arrêté directorial du 26 septembre 1955.)

Est promu *chef de pratique agricole de 6^e classe* du 1^{er} juillet 1955 : M. Robert Jean, *moniteur agricole de 6^e classe*. (Arrêté directorial du 17 octobre 1955.)

Est nommé *inspecteur adjoint de la répression des fraudes, 4^e échelon* du 1^{er} avril 1955 : M. Mehdi E-samar, *agent public de 1^{re} catégorie*. (Arrêté directorial du 10 octobre 1955.)

Est remis à la disposition de son administration d'origine et rayé des cadres de la direction de l'agriculture et des forêts du 1^{er} novembre 1955 : M. Cherel Pierre, *ingénieur du génie rural de 1^{re} classe*, en service détaché au Maroc. (Arrêté directorial du 7 novembre 1955.)

M. Bonnard Hubert, *ingénieur des services agricoles stagiaire*, dont la démission est acceptée, est rayé des cadres de la direction de l'agriculture et des forêts du 10 novembre 1955. (Arrêté directorial du 7 novembre 1955.)

La situation de M. Vullin Guy, actuellement *chef de pratique agricole de 7^e classe*, est modifiée ainsi qu'il suit : reclassé, en application du dahir du 27 décembre 1924, *moniteur agricole de 7^e classe* du 16 juillet 1950, reclassé à nouveau, en application de l'arrêté viziriel du 3 juillet 1951, *moniteur agricole de 8^e classe* du 1^{er} janvier 1951, avec ancienneté du 16 juillet 1950, promu *moniteur agricole de 7^e classe* du 16 janvier 1953, nommé, après examen

professionnel, chef de pratique agricole de 7^e classe du 1^{er} février 1955. (Arrêté directorial du 5 octobre 1955 rapportant les arrêtés directoriaux des 16 juin 1951 et 1^{er} juin 1953.)

Sont nommés :

Cavalier des eaux et forêts de 1^{re} classe du 1^{er} juillet 1955 : M. Ahmed ben Abdesslem, cavalier de 2^e classe ;

Cavalier des eaux et forêts de 2^e classe du 1^{er} septembre 1955 : M. Bahi Mohammed, cavalier de 3^e classe ;

Cavalier des eaux et forêts de 3^e classe du 1^{er} septembre 1955 : M. Drif Mohammed, cavalier de 4^e classe ;

Cavaliers des eaux et forêts de 4^e classe :

Du 1^{er} août 1955 : MM. El Banane Lahoussine et Aït Si Abdessadeq Ahmed ;

Du 1^{er} octobre 1955 : M. Ahmed ben Rahal ben Salah, cavaliers de 5^e classe ;

Cavaliers des eaux et forêts de 5^e classe :

Du 1^{er} juillet 1955 : MM. Kaouas Abdellah et Bou Sellah Mohand ;

Du 1^{er} août 1955 : MM. Ali ben Mohammed et Mohammed ben Lahsèn ;

Du 1^{er} septembre 1955 : MM. Koulla Lahoucine et Rami Mohammed, cavaliers de 6^e classe ;

Cavaliers des eaux et forêts de 6^e classe :

Du 1^{er} juillet 1955 : MM. Mohsèn Mohammed et Mekkaoui Mimoun ;

Du 1^{er} septembre 1955 : M. Elouiss el Boudali, cavaliers de 7^e classe ;

Cavalier des eaux et forêts de 7^e classe du 1^{er} octobre 1955 : M. Aqenchor Mohammed, cavalier de 8^e classe ;

Sous-agent public de 2^e catégorie (9^e échelon) du 1^{er} septembre 1955 : M. Hassou ben Lahoucine, sous-agent public de 2^e catégorie (8^e échelon) ;

Sous-agent public de 3^e catégorie (7^e échelon) du 1^{er} août 1955 : M. Ali ben Lahsèn, sous-agent public de 3^e catégorie (6^e échelon). (Arrêtés directoriaux des 22 juillet et 1^{er} août 1955.)

M. Tedoldi Mario, agent technique stagiaire des eaux et forêts, dont la démission est acceptée, est rayé des cadres de la direction de l'agriculture et des forêts (administration des eaux et forêts et de la conservation des sols) du 1^{er} octobre 1955. (Arrêté directorial du 5 août 1955.)

Est promu chef de district principal des eaux et forêts de 2^e classe du 1^{er} octobre 1955 : M. Monfaucou Roger, chef de district des eaux et forêts de 1^{re} classe. (Arrêté directorial du 20 octobre 1955.)

Sont promus du 1^{er} décembre 1955 :

Cavaliers des eaux et forêts de 4^e classe : MM. Tayebi ben Azzouz et Aniba Rahal, cavaliers de 5^e classe ;

Cavaliers des eaux et forêts de 5^e classe : MM. Hamza Mohammed ben Amar, Mahmoudi Akka et Oulad Ghazi Brahim, cavaliers de 6^e classe ;

Cavaliers des eaux et forêts de 6^e classe : MM. Almis Brahim et Ibechiyèn Belkacem, cavaliers de 7^e classe.

Est promu sous-agent public de 3^e catégorie (6^e échelon) du 1^{er} décembre 1955 : M. Abdesselam bel El Houssine, sous-agent public de 3^e catégorie (5^e échelon).

(Arrêtés directoriaux du 1^{er} août 1955.)

Application du dahir du 5 avril 1945 sur la titularisation des auxiliaires.

Est reclassé cavalier des eaux et forêts de 7^e classe du 1^{er} septembre 1954, avec ancienneté du 7 octobre 1951, et nommé cavalier de 6^e classe du 7 avril 1955 : M. El Hermous Mohammed, cavalier de 8^e classe.

Sont titularisés et nommé cavaliers des eaux et forêts de 8^e classe du 1^{er} janvier 1955 et reclassés à la même date :

Cavaliers de 5^e classe :

Avec ancienneté du 1^{er} janvier 1954 : M. Boua Moh Moha ou Allal ;

Avec ancienneté du 24 mai 1954 : M. Aïtajil Rahali ben Mohammed ;

Cavaliers de 6^e classe :

Avec ancienneté du 11 mars 1951, et cavalier de 5^e classe du 1^{er} janvier 1955 : M. Outaleb Larbi ;

Avec ancienneté du 1^{er} juin 1952, et cavalier de 5^e classe du 1^{er} octobre 1955 : M. Attilah Stitou ;

Avec ancienneté du 30 décembre 1954 : M. Oujeddi Idir ;

Avec ancienneté du 21 août 1953 : M. Mssedèr Lhoussaïne ;

Avec ancienneté du 27 septembre 1953 : M. Aïdou Belaydi ben Lahsèn ;

Avec ancienneté du 24 octobre 1953 : M. Benshili Mohammed ;

Avec ancienneté du 22 octobre 1954 : M. Azzi Ichout Hammou ;

Cavaliers de 7^e classe :

Avec ancienneté du 30 janvier 1952, et cavalier de 6^e classe du 30 mai 1955 : M. El Fakir Salah ;

Avec ancienneté du 7 octobre 1951, et cavalier de 6^e classe du 7 avril 1955 : M. Gemmaoui Mohammed ;

Avec ancienneté du 8 juin 1951, et cavalier de 6^e classe du 1^{er} janvier 1955 : M. Nmichi Benaïssa ben Mohammed ;

Avec ancienneté du 21 avril 1952, et cavalier de 6^e classe du 21 août 1955 : M. Abdelouassaa Ahmed ;

Avec ancienneté du 12 juin 1952, et cavalier de 6^e classe du 12 octobre 1955 : M. Jeyad Mohammed ;

Avec ancienneté du 8 octobre 1954 : M. Bouhali Lhoucine ;

Cavaliers de 8^e classe :

Avec ancienneté du 1^{er} septembre 1951, et cavalier de 7^e classe du 1^{er} janvier 1955 : M. Zitouni Mouloud ;

Avec ancienneté du 16 décembre 1951, et cavalier de 7^e classe du 16 avril 1955 : M. Badar Ouissadèn ;

Avec ancienneté du 1^{er} novembre 1953 : M. Ouhassou Mohamed ;

Avec ancienneté du 1^{er} janvier 1953 : M. Oulada Mohammed,

agents temporaires des eaux et forêts.

(Arrêtés directoriaux du 24 mai 1955.)

Sont titularisés et nommés :

Cavalier des eaux et forêts de 8^e classe du 1^{er} janvier 1955 et reclassé à la même date à la 4^e classe, avec ancienneté du 26 octobre 1952, puis à la 3^e classe du 26 octobre 1955 : M. Lahsèn ou Hammou ;

Cavalier des eaux et forêts de 5^e classe, avec ancienneté du 30 août 1954 : M. Guerrach Abbi ;

Cavalier des eaux et forêts de 6^e classe, avec ancienneté du 29 janvier 1954 : M. Aalaou Brahim ben Saïd ;

Cavalier des eaux et forêts de 7^e classe et reclassé à la même date à la 6^e classe de son grade, avec ancienneté du 3 mai 1953 : M. Hemmani Touhami ;

Cavalier des eaux et forêts de 7^e classe, avec ancienneté du 4 décembre 1952 : M. Farchihani Assou,

agents temporaires et journaliers des eaux et forêts.

(Arrêtés directoriaux des 24 mai et 2 juillet 1955.)

Rectificatif au Bulletin officiel n° 2241, du 7 octobre 1955, page 1536.

Au lieu de :

« Sont nommés au service de la conservation foncière du 1^{er} juillet 1955 :

« Secrétaires de conservation de 6^e classe (stagiaires) :

« M. Embarek Mohamed, commis d'interprétariat de 2^e classe à la direction de l'intérieur, breveté de l'école marocaine d'administration » ;

Lire :

« Sont nommés au service de la conservation foncière du 1^{er} juillet 1955 :

« Secrétaires de conservation de 6^e classe (stagiaires) :

« M. Bembarek Mohamed, commis d'interprétariat de 2^e classe à la direction de l'intérieur, breveté de l'école marocaine d'administration. »

Rectificatif au Bulletin officiel n° 2242, du 14 octobre 1955, page 1569.

Au lieu de :

« Sont nommés agents publics de 2^e catégorie, 1^{er} échelon (chauffeurs-dépanneurs) :

« Du 1^{er} octobre 1954 : MM. Guévara Maurice, Garcia Louis et Martinez Émile ;

« Du 1^{er} janvier 1955 : MM. Pérez Antoine et Guévara Michel » ;

Lire :

« Sont nommés agents publics de 2^e catégorie, 1^{er} échelon (chauffeurs-dépanneurs) :

« Du 1^{er} octobre 1954 : MM. Guévara Maurice, Garcia Louis, Martinez Émile et Guévara Michel ;

« Du 1^{er} janvier 1955 : M. Pérez Antoine,

« agents temporaires et journaliers des eaux et forêts.

« (Arrêtés directoriaux des 12 et 21 avril 1955.) »

Au lieu de :

« Sont promus :

« Sous-chefs de district des eaux et forêts de 3^e classe :

« Du 1^{er} avril 1955 : M. Bachaud Robert ;

« Du 1^{er} mai 1955 : M. Guinlé Célestin ;

« Du 1^{er} juin 1955 : M. Bossu Roger ;

« Agents techniques des eaux et forêts hors classe :

« Du 1^{er} juin 1955 : M. Bonhomme Pierre ;

« Du 1^{er} juillet 1955 : M. Benoît Pierre ;

« Du 1^{er} septembre 1955 : MM. Brossard René, Cha Édouard, Viale Robert, Chibaut Gervais, Thouret Paul, Ferrier Serge et Cantarini Jean,

« agents techniques de 1^{re} classe » ;

Lire :

« Sont promus :

« Sous-chefs de district des eaux et forêts de 3^e classe :

« Du 1^{er} avril 1955 : M. Bachaud Robert ;

« Du 1^{er} mai 1955 : M. Guinlé Célestin ;

« Du 1^{er} juin 1955 : M. Bossu Roger,

« agents techniques hors classe ;

« Agents techniques des eaux et forêts hors classe :

« Du 1^{er} juin 1955 : M. Bonhomme Pierre ;

« Du 1^{er} juillet 1955 : M. Benoît Pierre ;

« Du 1^{er} septembre 1955 : MM. Brossard René, Cha Édouard, Viale Robert, Chibaut Gervais, Thouret Paul, Ferrier Serge et Cantarini Jean,

« agents techniques de 1^{re} classe. »

Rectificatif au Bulletin officiel n° 2244, du 28 octobre 1955, page 1635.

Sont reclassés, en application du dahir du 4 décembre 1954 :

Au lieu de :

« Ingénieur des services agricoles, 1^{er} échelon du 1^{er} janvier 1951, avec ancienneté du 10 janvier 1950, promu ingénieur, 2^e échelon du

21 juillet 1952, avec ancienneté du 21 mai 1951, et ingénieur, 3^e échelon du 21 juillet 1954 : M. Coutan Robert, ingénieur des services agricoles, 3^e échelon » ;

Lire :

« Ingénieur des services agricoles, 1^{er} échelon du 1^{er} janvier 1951, avec ancienneté du 10 janvier 1950, promu ingénieur, 2^e échelon du 21 juillet 1952, avec ancienneté du 21 mai 1952, et ingénieur, 3^e échelon du 21 juillet 1954 : M. Coutan Robert, ingénieur des services agricoles, 3^e échelon. »

Rectificatif au Bulletin officiel n° 2246, du 11 novembre 1955, page 1696.

Sont reclassés, en application du dahir du 4 décembre 1954 :

Au lieu de :

« Ingénieur en chef des services agricoles, 4^e échelon, avec ancienneté du 19 septembre 1950 : M. Virelizier Louis, ingénieur en chef des services agricoles, 4^e échelon » ;

Lire :

« Ingénieur en chef des services agricoles, 4^e échelon, avec ancienneté du 19 mai 1950 : M. Virelizier Louis, ingénieur en chef des services agricoles, 4^e échelon. »

* *

DIRECTION DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Est promu moniteur de 1^{re} classe du 20 décembre 1953 : M. Privat André, moniteur de 2^e classe. (Arrêté directorial du 1^{er} septembre 1955.)

* *

DIRECTION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE LA FAMILLE.

Sont promus médecins principaux de 1^{re} classe :

Du 1^{er} septembre 1954 : M. Acquaviva Marcel ;

Du 1^{er} décembre 1955 : M^{me} Martin Huguette et M. Terrab el Houssine, médecins principaux de 2^e classe.

(Arrêtés directoriaux du 8 octobre 1955.)

Est titularisé et nommé médecin de 3^e classe du 1^{er} novembre 1955 : M. El Ouazzani Larbi, médecin stagiaire. (Arrêté directorial du 13 septembre 1955.)

Est reclassé médecin principal de 2^e classe du 1^{er} février 1952 pour le traitement et du 12 janvier 1951 pour l'ancienneté (bonification pour services de guerre : 1 an 19 jours), médecin divisionnaire adjoint de 2^e classe du 1^{er} septembre 1952 et promu médecin divisionnaire adjoint de 1^{re} classe du 1^{er} décembre 1954 : M. Choplin Robert, médecin divisionnaire adjoint de 2^e classe. (Arrêté directorial du 2 novembre 1955.)

Est reclassé médecin de 3^e classe du 1^{er} novembre 1954 pour le traitement et du 12 juillet 1952 pour l'ancienneté (bonification pour services militaires : 2 ans 3 mois 19 jours), et reclassé médecin de 2^e classe du 1^{er} novembre 1954 pour le traitement et du 12 juillet 1954 pour l'ancienneté : M. Acquaviva Raphaël, médecin de 3^e classe. (Arrêté directorial du 12 septembre 1955.)

Est reclassée assistante sociale de 4^e classe du 1^{er} mai 1955 : M^{me} Buathier Andrée, assistante sociale de 6^e classe. (Arrêté directorial du 1^{er} août 1955.)

Est nommée assistante sociale de 6^e classe et astreinte à un stage minimum d'un an du 1^{er} juillet 1955 : M^{me} Benoît Colette, adjointe de santé de 5^e classe (cadre des non diplômées d'État). (Arrêté directorial du 20 septembre 1955.)

Sont promues *adjointes de santé de 4^e classe (cadre des diplômées d'État)* du 1^{er} décembre 1955 : M^{mes} Gruel Marie, Dumas-Vorzet Madeleine, M^{lles} Janiaut Simone et Guilhem Anne-Marie, *adjointes de santé de 5^e classe (cadre des diplômées d'État)*. (Arrêté directorial du 1^{er} octobre 1955.)

Sont titularisés et nommés dans leur grade :

Du 1^{er} mars 1954, avec ancienneté du 1^{er} décembre 1951, et promue *adjointe de santé de 4^e classe (cadre des non diplômées d'État)* du 1^{er} décembre 1954 : M^{me} Blin Jeanne, *adjointe de santé de 5^e classe* ;

Du 1^{er} décembre 1954, avec ancienneté du 6 mai 1952, et promu *adjoint de santé de 4^e classe (cadre des non diplômés d'État)* du 1^{er} juin 1955 : M. Cathary René, *adjoint de santé de 5^e classe (cadre des non diplômés d'État)*.

(Arrêtés directoriaux du 30 juin 1955.)

Est reclassé *adjoint de santé de 1^{re} classe (cadre des non diplômés d'État)* du 3 novembre 1948 (majoration pour services de guerre : 2 ans 28 jours) : M. Robles Raphaël, *adjoint de santé de 1^{re} classe (cadre des non diplômés d'État)*. (Arrêté directorial du 22 novembre 1955.)

Est nommé *commis stagiaire* du 1^{er} avril 1954, titularisé et reclassé *commis principal de 3^e classe* du 1^{er} avril 1954 pour le traitement et du 16 juillet 1951 pour l'ancienneté (bonifications pour services militaires : 8 ans 2 mois 19 jours, de guerre : 2 ans 1 mois 27 jours, et civils : 10 mois), et reclassé *commis principal de 2^e classe* du 1^{er} avril 1954 pour le traitement et du 16 janvier 1954 pour l'ancienneté : M. Faure Adolphe, *commis stagiaire*. (Arrêté directorial du 14 octobre 1955.)

Est reclassé *commis de 1^{re} classe* du 1^{er} juillet 1951, avec ancienneté du 7 juin 1950 (bonification pour services de guerre : 1 an 24 jours), et promu *commis principal de 3^e classe* du 1^{er} janvier 1953 : M. Christen Jacques, *commis principal de 3^e classe*. (Arrêté directorial du 14 octobre 1955.)

Sont recrutés en qualité de *médecins stagiaires* :

Du 17 septembre 1955 : M. Lucchini Jacques ;

Du 2 octobre 1955 : M. Baillon Jean-Paul.

(Arrêtés directoriaux des 23 septembre et 4 octobre 1955.)

Est recrutée en qualité de *sage-femme de 5^e classe* du 1^{er} novembre 1955 : M^{lle} Cohen-Scali Odette. (Arrêté directorial du 12 novembre 1954.)

Est recrutée en qualité de *adjointe de santé de 5^e classe (cadre des non diplômées d'État)* du 22 octobre 1955 : M^{lle} Auclair Yvette. (Arrêté directorial du 28 octobre 1955.)

Sont placées dans la position de disponibilité pour convenances personnelles :

Du 9 septembre 1955 : M^{lle} Guilhem Anne-Marie, *adjointe de santé de 5^e classe (cadre des diplômées d'État)* ;

Du 12 septembre 1955 : M^{lle} Hassenforder Monique, *assistante sociale de 5^e classe* ;

Du 1^{er} octobre 1955 : M^{lle} Pouget Rose, *adjointe de santé de 4^e classe (cadre des diplômées d'État)* ;

Du 15 octobre 1955 : M^{me} Rochard Marie-Thérèse, *assistante sociale de 6^e classe* ;

Du 20 octobre 1955 : M^{lle} Oudin Marie-Françoise, *adjointe de santé de 4^e classe (cadre des diplômées d'État)* ;

Du 1^{er} novembre 1955 : M^{me} Brun Camille, *sage-femme de 5^e classe*, et M^{lle} Morlot Annie, *adjointe de santé de 4^e classe (cadre des diplômées d'État)*.

(Arrêtés directoriaux des 12, 13, 17, 27 octobre et 7 novembre 1955.)

Sont acceptées les démissions de leurs fonctions présentées par : M. Louarn François, *médecin stagiaire*, du 1^{er} novembre 1955 ; M^{lle} Lecuona Niévès, *sage-femme de 5^e classe*, du 1^{er} février 1956 ;

M^{lles} Garnier Monique, *adjointe de santé de 5^e classe (cadre des diplômées d'État)*, du 1^{er} mars 1955 ; Odet Jane, *adjointe de santé de 5^e classe (cadre des non diplômées d'État)*, du 1^{er} septembre 1955.

(Arrêtés directoriaux des 26 septembre, 15, 19 et 21 novembre 1955.)

La décision portant radiation du 7 octobre 1955 de M^{lle} Fredon Suzanne, *assistante sociale*, est annulée.

M^{lle} Fredon Suzanne, *assistante sociale de 6^e classe*, en stage, dont la démission est acceptée, est rayée des cadres de la direction de la santé publique et de la famille du 23 octobre 1955. (Arrêté directorial du 27 octobre 1955.)

Est rayée des cadres du personnel de la santé publique et de la famille du 1^{er} octobre 1955 : M^{lle} Meriglier Lucienne, *assistante sociale de 2^e classe*. (Arrêté directorial du 12 octobre 1955.)

Sont reclassés :

Infirmier de 3^e classe du 7 février 1951 (bonification pour services de guerre : 1 an 24 jours), *maître infirmier de 3^e classe* du 7 février 1951 et du 5 juin 1949 pour l'ancienneté (rappel pour services civils : 12 ans 2 mois 2 jours), et promu à la 2^e classe de son grade du 1^{er} mai 1952 : M. Abdallah ben Abdelkader, *infirmier de 2^e classe* ;

Infirmier de 3^e classe du 1^{er} novembre 1950 et du 7 juillet 1948 pour l'ancienneté, *infirmier de 2^e classe* du 7 janvier 1951 (bonification pour services de guerre), *infirmier de 2^e classe* du 7 janvier 1951 et du 7 août 1947 pour l'ancienneté (bonification pour services civils), *infirmier de 1^{re} classe* du 1^{er} mars 1951 et promu *maître infirmier de 3^e classe* du 1^{er} septembre 1954 : M. Hassan ben Abdellam, *infirmier de 3^e classe* ;

Infirmier de 3^e classe du 8 décembre 1952 (bonification pour services de guerre : 9 mois, 23 jours), *infirmier de 1^{re} classe* du 8 décembre 1952 et du 8 mars 1950 pour l'ancienneté (bonification pour services civils : 9 ans, 9 mois), et promu *maître infirmier de 3^e classe* du 1^{er} octobre 1953 : M. Ahizoune Assou, *infirmier de 3^e classe* ;

Infirmier de 3^e classe du 1^{er} juillet 1950 et du 6 juin 1949 pour l'ancienneté, *infirmier de 2^e classe* du 6 décembre 1951 (bonification pour services militaires : 3 ans 25 jours), *infirmier de 1^{re} classe* du 6 décembre 1951 et du 6 janvier 1951 pour l'ancienneté (bonification pour services civils : 4 ans 5 mois), et promu *maître infirmier de 3^e classe* du 1^{er} août 1954 : M. El Araf Mohamed, *infirmier de 3^e classe* ;

Infirmier de 3^e classe du 1^{er} décembre 1951 et du 24 mars 1948 pour l'ancienneté, *infirmier de 2^e classe* du 1^{er} décembre 1951 et du 24 septembre 1950 pour l'ancienneté, *infirmier de 1^{re} classe* du 24 mars 1953 (bonification pour services de guerre : 5 ans 8 mois 7 jours), et reclassé *infirmier de 1^{re} classe* du 24 mars 1953 et du 24 avril 1951 pour l'ancienneté (bonification pour services civils : 1 an 11 mois) : M. Nouri Ahmed, *infirmier de 3^e classe* ;

Infirmier de 3^e classe du 5 avril 1953 (bonification pour services de guerre), *infirmier de 2^e classe* du 5 avril 1953 et du 5 février 1950 pour l'ancienneté (bonification pour services civils), et promu *infirmier de 1^{re} classe* du 1^{er} septembre 1953 : M. Askari Ahmed, *infirmier de 3^e classe* ;

Infirmier de 3^e classe du 8 décembre 1952 (bonification pour services de guerre : 3 mois 23 jours) et reclassé *infirmier de 1^{re} classe* du 8 décembre 1952 et du 8 septembre 1951 pour l'ancienneté (bonification pour services civils) : M. Benmbarek Miloud, *infirmier de 3^e classe* ;

Infirmier de 3^e classe du 1^{er} janvier 1952 et du 27 février 1951 pour l'ancienneté (bonification pour services de guerre : 2 ans 10 mois 4 jours), *infirmier de 2^e classe* du 1^{er} janvier 1952 et du 27 novembre 1950 pour l'ancienneté (bonification pour services civils), et promu *infirmier de 1^{re} classe* du 1^{er} juin 1954 : M. Nacime Hamida, *infirmier de 3^e classe* ;

Infirmier de 3^e classe du 1^{er} avril 1952 et du 7 décembre 1950 pour l'ancienneté, *infirmier de 2^e classe* du 7 juin 1953 (bonification pour services de guerre : 3 ans 3 mois 24 jours), *infirmier de 2^e classe* du 7 juin 1953 et du 15 avril 1950 pour l'ancienneté (bonification pour services civils), et promu *infirmier de 1^{re} classe* du 1^{er} novembre 1953 : M. Mohamed ben Djilali, infirmier de 3^e classe ;

Infirmier de 3^e classe du 11 novembre 1953 et du 11 novembre 1950 pour l'ancienneté (bonification pour services civils et militaires : 4 ans 4 mois 20 jours), et promu *infirmier de 2^e classe* du 1^{er} juin 1954 : M. Bouchaïb ben Ali, infirmier de 3^e classe.

(Arrêtés directoriaux des 5, 6 et 23 juin 1955.)

Sont nommés *infirmiers stagiaires* du 1^{er} juin 1955 : MM. Abdeljelil Mohammed ben Lahcèn, Dounas Mohamed et Naji Mohammed, infirmiers temporaires. (Arrêtés directoriaux du 14 juin 1955.)

Est titularisée et nommée *infirmière de 3^e classe* du 1^{er} octobre 1955 : M^{me} Chaira Saadia, ex-Amal Saadia, infirmière stagiaire. (Arrêté directorial du 18 août 1955.)

Sont promus :

Médecin principal de 2^e classe du 1^{er} décembre 1954 : M. Ceccaldi Paul, médecin principal de 3^e classe ;

Médecin principal de 1^{re} classe du 1^{er} décembre 1955 : M. Perrin Hubert, médecin principal de 2^e classe ;

Médecins principaux de 2^e classe : MM. Lendres René, Franquet François et Piétrapiana Jean, médecins principaux de 3^e classe ;

Médecins de 1^{re} classe : MM. Tichadou Maurice, Brunel Jean et Poli Charles, médecins de 2^e classe ;

Médecins de 2^e classe : M^{me} Mourénas Gabrielle, MM. Belet Jacques, Chalvignac André, Guillaume Louis et Ricordel André, médecins de 3^e classe.

(Arrêtés directoriaux du 8 octobre 1955.)

Est reclassé *médecin divisionnaire adjoint de 1^{re} classe* du 1^{er} juillet 1952 et du 22 juillet 1951 pour l'ancienneté (majoration pour services de guerre : 11 mois 9 jours), et reclassé *médecin divisionnaire de 2^e classe* du 1^{er} janvier 1955, avec ancienneté du 22 juin 1953) : M. Biechler René, médecin divisionnaire de 2^e classe. (Arrêté directorial du 21 novembre 1955.)

Est reclassé *médecin divisionnaire adjoint* du 23 mai 1951 (bonification pour services de guerre : 4 mois 8 jours), nommé *médecin divisionnaire adjoint de 1^{re} classe* du 1^{er} août 1953 et reclassé à la 2^e classe de son grade du 1^{er} juin 1954 pour l'ancienneté et du 1^{er} janvier 1955 pour le traitement ; M. Rutkowski Jean, médecin divisionnaire de 2^e classe. (Arrêté directorial du 28 octobre 1955.)

Est reclassé *pharmacien principal de 3^e classe* du 23 décembre 1948 pour le traitement et du 14 décembre 1947 pour l'ancienneté (bonification pour services de guerre : 1 an), nommé à la 2^e classe de son grade du 1^{er} novembre 1951 pour l'ancienneté et du 21 juillet 1952 pour le traitement, et reclassé *pharmacien principal de 1^{re} classe* du 1^{er} mai 1954 : M. Jouvencel Georges, pharmacien principal de 1^{re} classe. (Arrêté directorial du 28 octobre 1955.)

Est reportée du 1^{er} juin 1953 au 28 décembre 1952 (majoration pour services de guerre : 5 mois 3 jours) l'ancienneté de M. Patin Robert, médecin de 2^e classe. (Arrêté directorial du 21 novembre 1955.)

Est titularisé et nommé *médecin de 3^e classe* du 23 décembre 1955 : M. Leroy Jean, médecin stagiaire. (Arrêté directorial du 8 octobre 1955.)

Sont promus du 1^{er} décembre 1955 :

Adjointes spécialistes de santé hors classe, 2^e échelon : MM. Van Rycke Jacques et Van Rycke Pierre, adjointes spécialistes de santé hors classe, 1^{er} échelon ;

Adjoint spécialiste de santé hors classe, 1^{er} échelon : M. Soyot René, adjoint spécialiste de santé de 1^{re} classe ;

Adjointe spécialiste de santé de 2^e classe : M^{me} Castel Marie-Louise, adjointe spécialiste de santé de 3^e classe ;

Sages-femmes de 3^e classe : M^{me} Forraz Jacqueline, M^{lles} Pagani Marie-Jeanne et Féraïlle Huguette, sages-femmes de 4^e classe ;

Adjointes et adjoint principaux de santé de 3^e classe (cadre des diplômés d'Etat) : M^{mes} Mouter Gilberte, Debée Suzanne, M^{lles} Gambert Hse, Juan Emma, Gentet Andrée et M. Guillard Xavier, adjointes et adjoint de santé de 4^e classe ;

Adjointes et adjoints de santé de 1^{re} classe (cadre des diplômés d'Etat) : M^{me} Contard Germaine, M^{lle} Brullard Suzanne, MM. Demasias Jean et Scarbotie Émile, adjointes et adjoints de santé de 2^e classe (cadre des diplômés d'Etat) ;

Adjointes et adjoints de santé de 2^e classe (cadre des diplômés d'Etat) : M^{me} Giaccobi Angèle, M^{lles} Roche Simone, de Montanier Saint-Julien Madeleine, Princeteau Françoise, MM. Gadirri Mohamed, Bovagnet Roger et Mennebhi Abdallah, adjointes et adjoints de santé de 3^e classe (cadre des diplômés d'Etat) ;

Adjointes et adjoint de santé de 3^e classe (cadre des diplômés d'Etat) : M^{me} Nivière Suzanne, M^{me} Sarlangue Odette, Dauchez Hélène et M. Steffen Paul, adjointes et adjoint de santé de 4^e classe (cadre des diplômés d'Etat) ;

Adjointes et adjoint de santé de 4^e classe (cadre des diplômés d'Etat) : M^{mes} Bonfort Odette, Beaujean Monique, Fabre Nicole, Conte Anne, M^{lle} Jid Marie, M^{lles} Pion Suzanne, Montandon Suzanne et M. Loulidi Mohamed, adjointes et adjoint de santé de 5^e classe (cadre des diplômés d'Etat) ;

Adjointe et adjoints de santé de 1^{re} classe (cadre des non diplômés d'Etat) : M^{me} Aliot Odette, MM. Dussoni André et Lambert Gabriel, adjointe et adjoints de santé de 2^e classe (cadre des non diplômés d'Etat) ;

Adjointe de santé de 2^e classe (cadre des non diplômées d'Etat) : M^{lle} Pintard Simone, adjointe de santé de 3^e classe (cadre des non diplômées d'Etat) ;

Adjoint de santé de 3^e classe (cadre des non diplômés d'Etat) : MM. Lancelot Yvon et Poulain Marcel, adjoints de santé de 4^e classe (cadre des non diplômés d'Etat).

(Arrêtés directoriaux du 1^{er} octobre 1955.)

Est titularisé dans son grade du 1^{er} septembre 1954 et reclassé du 18 février 1953 (bonification pour services F.F.I. et militaires : 1 an 6 mois 13 jours), reclassé aux mêmes grade et classe du 18 mai 1950 pour l'ancienneté (bonifications pour stage : 2 ans, et services civils : 9 mois), et promu *adjoint de santé de 4^e classe (cadre des non diplômés d'Etat)* du 1^{er} juin 1953 : M. Etori Mathieu, adjoint de santé de 5^e classe (cadre des non diplômés d'Etat). (Arrêté directorial du 30 juin 1955.)

Est reclassée *assistante sociale de 5^e classe* du 1^{er} mai 1955 pour le traitement et du 1^{er} mai 1953 pour l'ancienneté : M^{lle} Gond de Jeancourt Odette, assistante sociale de 6^e classe. (Arrêté directorial du 1^{er} août 1955.)

Est titularisée et nommée *adjointe de santé de 5^e classe (cadre des non diplômées d'Etat)* du 1^{er} octobre 1954 et astreinte à un stage de deux ans dans sa classe : M^{lle} Prudhomme Antoinette, adjointe de santé temporaire (cadre des non diplômées d'Etat). (Arrêté directorial du 5 août 1955.)

Est recrutée du 18 juillet 1955 et astreinte à un stage minimum d'un an dans la 6^e classe du grade : M^{lle} Durondeau Monique, assistante sociale de 6^e classe. (Arrêté directorial du 12 octobre 1955.)

Est réintégrée, pour ordre, dans le cadre des adjointes de santé non diplômées d'Etat du 1^{er} septembre 1955, avec ancienneté du 1^{er} janvier 1952 : M^{lle} Martin Elise, adjointe de santé de 1^{re} classe, nommée assistante sociale de 6^e classe et astreinte à un stage minimum d'un an. (Arrêté directorial du 20 septembre 1955.)

Est reclassé *administrateur-économiste principal de 5^e classe* du 1^{er} janvier 1952 pour le traitement et du 13 mars 1949 pour l'ancienneté (bonification pour services de guerre : 1 an 3 mois 18 jours), reclassé à la 4^e classe de son grade du 13 septembre 1951 pour l'ancienneté et du 21 juillet 1952 pour le traitement, et promu à la 3^e classe de son grade du 1^{er} novembre 1953 : M. Boussert Jean, administrateur-économiste principal de 3^e classe. (Arrêté directorial du 14 novembre 1955.)

Est reclassé *administrateur-économiste principal de 5^e classe* du 1^{er} janvier 1952 pour le traitement et du 24 mai 1950 pour l'ancienneté (bonification d'ancienneté pour services de guerre : 6 mois 7 jours), promu à la 4^e classe de son grade du 1^{er} octobre 1952 et à la 3^e classe de son grade du 1^{er} février 1955 : M. Prud'homme Roger, administrateur-économiste principal de 3^e classe. (Arrêté directorial du 14 octobre 1955.)

Est reclassé *administrateur-économiste de 6^e classe* du 1^{er} janvier 1952 pour le traitement et du 2 mars 1948 pour l'ancienneté (bonification pour services de guerre : 2 ans 3 mois 29 jours), promu à la 5^e classe de son grade du 21 juillet 1952 pour le traitement et du 2 septembre 1951 pour l'ancienneté, et à la 4^e classe de son grade du 1^{er} octobre 1953 : M. Cameler Lucien, administrateur-économiste principal de 4^e classe. (Arrêté directorial du 10 septembre 1955.)

Est reclassé *administrateur-économiste de 2^e classe* du 1^{er} novembre 1950 pour le traitement et du 1^{er} janvier 1950 pour l'ancienneté (bonifications pour services militaires légal : 3 an 1 mois 15 jours, et de guerre : 8 mois 16 jours), promu à la 1^{re} classe de son grade du 1^{er} avril 1952 pour l'ancienneté et du 21 juillet 1952 pour le traitement, et *administrateur-économiste principal de 6^e classe* du 1^{er} mai 1954 : M. Louis André, administrateur-économiste principal de 6^e classe. (Arrêté directorial du 14 octobre 1955.)

Est promue *commis chef de groupe de 2^e classe* du 1^{er} décembre 1955 : M^{me} Dupouy Christiane, *commis chef de groupe de 3^e classe*. (Arrêté directorial du 11 octobre 1955.)

Est reclassé *commis de 1^{re} classe* du 16 juin 1951 pour le traitement et du 1^{er} juillet 1950 pour l'ancienneté (bonification pour services de guerre : 11 mois 15 jours), et promu *commis principal de 3^e classe* du 1^{er} juin 1953 : M. Laskar Maurice, *commis principal de 3^e classe*. (Arrêté directorial du 3 octobre 1955.)

Sont recrutées en qualité d'*adjointes de santé de 5^e classe (cadre des diplômées d'Etat)* :

Du 28 juin 1955 : M^{me} Issa Antoinette ;

Du 21 août 1955 : M^{lle} Poelaert Suzanne ;

Du 30 août 1955 : M^{lle} Barrieux Geneviève ;

Du 1^{er} septembre 1955 : M^{lle} Reland Irène ;

Du 19 octobre 1955 : M^{lle} Vuillemin Odette ;

Du 21 octobre 1955 : M^{lle} Bellange Jacqueline ;

Du 1^{er} novembre 1955 : M^{lle} Cuzange Bernadette.

(Arrêtés directoriaux des 4 juillet, 7, 10 et 22 septembre, 24 et 25 octobre et 1^{er} novembre 1955.)

Sont recrutés en qualité d'*adjointe et d'adjoints de santé de 5^e classe (cadre des non diplômés d'Etat)* :

Du 11 septembre 1955 : M^{me} Bouteloup Palmyre et M. Bouteloup Roger ;

Du 1^{er} octobre 1955 : M. Beauchamp Francis.

(Arrêtés directoriaux des 20 et 24 septembre 1955.)

Sont placées dans la position de disponibilité pour convenances personnelles :

Du 1^{er} octobre 1955 : M^{me} Lefort Marie-Thérèse, adjointe de santé de 4^e classe (cadre des diplômées d'Etat) ;

Du 14 octobre 1955 : M^{me} Saussol Andrée ;

Du 1^{er} décembre 1955 : M^{lle} Hillaireau Ghislaine,

adjointes de santé de 5^e classe (cadre des diplômées d'Etat).

(Arrêtés directoriaux des 29 septembre, 9 et 14 novembre 1955.)

Sont nommés *adjoints techniques de 4^e classe* du 1^{er} janvier 1955 :

M. Lhassèn ben Saïd, maître infirmier hors classe ;

MM. Bouih Mohamed, Chahdi Labed, Chahdi Ahmed et Masbahi Sidi Mohammed, maîtres infirmiers de 1^{re} classe ;

MM. Larbi ben Bouih et Boujalil Mohamed, maîtres infirmiers de 2^e classe ;

MM. Ben Menenn Bouchta et Lahssèn ben Kaddour ben Ahmed, maîtres infirmiers de 3^e classe.

(Arrêtés directoriaux des 20 et 21 juillet 1955.)

Est reclassé *infirmier de 2^e classe* du 1^{er} décembre 1946 pour le traitement et du 1^{er} octobre 1943 pour l'ancienneté (bonification pour services civils : 6 ans 8 mois, *infirmier de 1^{re} classe* du 1^{er} août 1947 (traitement et ancienneté), *maître infirmier de 3^e classe* (traitement et ancienneté) du 1^{er} novembre 1950, et promu *maître infirmier de 2^e classe* (traitement et ancienneté) : M. Bou Sbaï Brahim, infirmier de 1^{re} classe. (Arrêté directorial du 30 juin 1955.)

Est reclassé *infirmier de 3^e classe* du 1^{er} janvier 1950 pour le traitement et du 20 mai 1949 pour l'ancienneté, et reclassé *infirmier de 2^e classe* du 20 novembre 1951, traitement et ancienneté (bonification pour services de guerre : 2 ans 7 mois 11 jours), *infirmier de 1^{re} classe* du 20 novembre 1951 pour le traitement et du 25 juillet 1949 pour l'ancienneté (bonification pour services civils : 2 ans 4 mois), et promu maître infirmier de 3^e classe du 1^{er} février 1953 (traitement et ancienneté) : M. Lahcèn ben Brahim, infirmier de 2^e classe. (Arrêté directorial du 6 juin 1955.)

Est reclassé *infirmier de 3^e classe* du 1^{er} décembre 1951 pour le traitement et du 7 août 1949 pour l'ancienneté, *infirmier de 2^e classe* du 7 février 1952, traitement et ancienneté (bonification pour services de guerre : 4 ans 3 mois 24 jours), *infirmier de 1^{re} classe* du 7 février 1952 pour le traitement et du 7 mars 1951 pour l'ancienneté (rappel de services civils : 4 ans 5 mois), et promu *maître infirmier de 3^e classe* du 1^{er} octobre 1954 (traitement et ancienneté) : M. Saïd ben Lyazid, infirmier de 3^e classe. (Arrêté directorial du 24 juin 1955.)

Sont reclassés :

Infirmier de 3^e classe du 1^{er} avril 1952 pour le traitement et du 10 juin 1951 pour l'ancienneté, *infirmier de 2^e classe* du 1^{er} décembre 1953, traitement et ancienneté (bonification pour services de guerre : 2 ans 9 mois 21 jours), *infirmier de 2^e classe* du 10 décembre 1953 pour le traitement et du 10 mai 1951 pour l'ancienneté (bonification pour services civils : 2 ans 7 mois), et promu *infirmier de 1^{re} classe* du 1^{er} décembre 1954 (traitement et ancienneté) : M. El Ghouel Belaïd, infirmier de 3^e classe ;

Infirmier de 3^e classe du 1^{er} octobre 1951 pour le traitement et du 7 juin 1950 pour l'ancienneté, *infirmier de 2^e classe* du 7 décembre 1952, traitement et ancienneté (bonification pour services de guerre : 3 ans 3 mois 24 jours), *infirmier de 2^e classe* du 7 août 1950 pour l'ancienneté (rappel de services civils), et promu *infirmier de 1^{re} classe* du 1^{er} mars 1954 (traitement et ancienneté) : M. Ali ben Aomar, infirmier de 3^e classe ;

Infirmier de 3^e classe du 18 novembre 1953, traitement et ancienneté (bonification pour services militaires : 13 jours), et reclassé *infirmier de 2^e classe* du 18 novembre 1953 pour le traitement et du 18 novembre 1951 pour l'ancienneté (bonification pour services civils : 5 ans 6 mois) : M. Slimani Abderrahmane, infirmier de 3^e classe ;

Infirmier de 3^e classe du 1^{er} mai 1951 pour le traitement et du 30 avril 1950 pour l'ancienneté, reclassé *infirmier de 2^e classe* du 30 octobre 1952 pour le traitement et l'ancienneté (bonification pour services de guerre) et reclassé *infirmier de 2^e classe* du 30 octobre 1952 pour le traitement et du 30 août 1951 pour l'ancienneté (bonification pour services civils) : M. Hamou ben Abdallah, infirmier de 3^e classe.

(Arrêtés directoriaux du 6 juin 1955.)

Est reclassé *infirmier de 2^e classe* du 1^{er} janvier 1954 pour le traitement et du 5 novembre 1953 pour l'ancienneté (bonification pour services civils : 3 ans 7 mois 26 jours) : M. Bouayed Mohamed, infirmier de 3^e classe. (Arrêté directorial du 30 juin 1955.)

Est nommé *infirmier stagiaire* du 1^{er} mai 1955 : M. Dezraji Mohammed, infirmier temporaire. (Arrêté directorial du 29 août 1955.)

Est titularisée et nommée *infirmière de 3^e classe* du 1^{er} octobre 1955 : M^{lle} Zahrioui Fakhita, infirmière stagiaire. (Arrêté directorial du 18 août 1955.)

Est reclassé *médecin principal de 2^e classe* du 21 juillet 1952 et du 1^{er} juin 1952 pour l'ancienneté, et promu *médecin principal de 1^{re} classe* du 1^{er} août 1954 : M. Gentil Charleroi, médecin principal de 2^e classe. (Arrêtés directoriaux des 14 et 19 novembre 1955.)

Est réintégré dans ses fonctions du 12 octobre 1955, avec ancienneté du 12 mai 1955 : M. Chebli Abdallah, infirmier stagiaire. (Arrêté directorial du 11 octobre 1955.)

Application de l'arrêté viziriel du 18 août 1954.

Sont nommés *agents publics* et astreints à un stage d'un an :

De 2^e catégorie (1^{er} échelon) :

Du 1^{er} mai 1955 : M. Lambert Georges ;

Du 10 juillet 1955 : M. Polizzi Vincent ;

De 3^e catégorie (1^{er} échelon) du 1^{er} octobre 1954 : MM. Hirtz Georges et Diez Gabriel ;

De 4^e catégorie (1^{er} échelon) du 1^{er} novembre 1954 : M. Marnissi-Kasmi Mohamed,

agents publics temporaires.

(Arrêtés directoriaux du 10 août 1955.)

Sont nommés :

Agent public de 1^{re} catégorie (1^{er} échelon) du 1^{er} janvier 1955 : M^{me} Jacquet Louise ;

Agent public de 3^e catégorie (1^{er} échelon) du 1^{er} février 1955 : M. Souyfa Mohamed,

agents publics temporaires.

(Arrêtés directoriaux du 10 août 1955.)

Est nommé *commis stagiaire* du 1^{er} octobre 1955 : M. Bensoussan Elie, commis temporaire. (Arrêté directorial du 4 avril 1955.)

Honorariat.

Est nommé *adjoint spécialiste de santé honoraire de la santé publique* : M. Métais Raymond, admis à faire valoir ses droits à la retraite. (Arrêté résidentiel du 8 novembre 1955.)

Admission à la retraite.

Est admis à faire valoir ses droits à la retraite et rayé des cadres du personnel de la justice française du 1^{er} mars 1956 : M. Bachelier Daniel, secrétaire-greffier adjoint de classe exceptionnelle. (Arrêté du premier président de la cour d'appel du 14 octobre 1955.)

Est admis, au titre de la limite d'âge, à faire valoir ses droits à la retraite et rayé des cadres du personnel de la direction des travaux publics du 1^{er} décembre 1955 : M. Latard Alexandre, commis principal de classe exceptionnelle. (Arrêté directorial du 27 octobre 1955.)

Est admis à faire valoir ses droits à la retraite et rayé des cadres de la justice française du 1^{er} janvier 1956 : M. Maurice Perraudin, secrétaire-greffier adjoint de classe exceptionnelle. (Arrêté du premier président de la cour d'appel du 11 octobre 1955.)

Est admis à faire valoir ses droits à la retraite, au titre de la limite d'âge, et rayé des cadres de la direction de l'agriculture et des forêts du 1^{er} janvier 1956 : M. Descaillaux Dominique, sous-chef de district des eaux et forêts de classe exceptionnelle. (Arrêté directorial du 7 octobre 1955.)

Est admis à faire valoir ses droits à la retraite du 1^{er} octobre 1955 : M. Cazaneuve Pascal-Louis-Charles, chef de district des eaux et forêts de 1^{re} classe. (Arrêté directorial du 16 mai 1955.)

Sont admis à faire valoir leurs droits à la retraite, au titre de la limite d'âge, et rayés des cadres de la direction de la santé publique et de la famille :

Du 1^{er} février 1956 : M. Tachoué Dominique, adjoint spécialiste de santé hors classe, 2^e échelon ;

Du 1^{er} octobre 1955 : M. Viennot-Bourgin Marcel, médecin principal de classe exceptionnelle.

(Arrêtés directoriaux des 14 septembre et 12 octobre 1955.)

Sont admis à faire valoir leurs droits à la retraite, au titre de la limite d'âge, et rayés des cadres de la direction de l'agriculture et des forêts (administration des eaux et forêts et de la conservation des sols) :

Du 1^{er} octobre 1955 : M. Bahi Mohammed, cavalier des eaux et forêts de 2^e classe ;

Du 1^{er} décembre 1955 : M. Sylvain Louis, chef de district principal des eaux et forêts de classe exceptionnelle ;

Du 1^{er} janvier 1956 : MM. Polverelli Jules-Étienne, sous-chef de district des eaux et forêts de 1^{re} classe, et Poirier René, sous-chef de district des eaux et forêts de classe exceptionnelle.

(Arrêtés directoriaux des 17 et 18 octobre 1955.)

Élections.

Élections des représentants du personnel des ateliers de l'Imprimerie officielle appelés à siéger en 1956 et 1957 à la commission d'avancement et au conseil de discipline de ce personnel.

Scrutin du 31 décembre 1955.

LISTES DE CANDIDATURES.

Ouvriers qualifiés du cadre principal :

a) Liste présentée par le syndicat « Force ouvrière » : MM. Carabasse Constant, typographe ; Casanovas Jacques, linotypiste ; Dadon Guy, typographe ; Huet Robert, linotypiste ; Pollet Léon, imprimeur ; Ponsich Francis, linotypiste ;

b) Candidats libres : MM. Tadili Mohamed, linotypiste ; Naciri Abdellah, linotypiste ; Amrani Mohamed, linotypiste ; Mouline Taïbi, correcteur.

Ouvriers du cadre secondaire : MM. Abdelkrim Ouzahra, imprimeur ; Allal Jirari, papetier.

Résultats de concours et d'examens.

Concours pour l'emploi de secrétaires d'administration
du cadre du secrétariat général du Protectorat
des 3 et 4 novembre 1955.

Liste des candidats admis (ordre de mérite) : M^{lle} Noël Raymonde, Danet Janine, M^{me} Couston Françoise ; ex æquo : M^{lle} Marand Marie-Claire et M. Ortol Pierre ; M^{me} Chabanon Janine, MM. Delorme Philippe et Sanguy Jean-Pierre.

Examen professionnel du 22 novembre 1955
pour le grade d'adjoint du cadastre (section terrain)
du service topographique chérifien.

Candidats admis (ordre de mérite) : MM. Crémadès Armand, Rambaud René, Sayag Albert, Colard Joseph, Castaings Pierre, Franchina Roger, Defranchi François, Mamdouh Jamil, Prost Eugène, Gailhanou Guy et Bowen Guy.

Examen professionnel
pour le grade d'inspecteur adjoint des impôts ruraux
et des impôts urbains
(session des 7, 8 et 9 novembre 1955).

Candidats admis (ordre de mérite) :
Service des impôts ruraux : MM. Chaberty Jacques, Badiou Jean, Pourquier Jacques et Isman Georges ;
Service des impôts urbains : MM. Kissi Hassan, Frizat Maurice, Dejeanne Pierre, Bernardini Dominique, Lavergne Guy, Bastien Pierre et Moha dit « Daleirac » Michel.

Concours pour le recrutement de huit contrôleurs adjoints
du travail stagiaires (session de novembre 1955).

Candidats admis (ordre de mérite) : M^{me} Dumartin Yvette, MM. Joannot André, Marouzet Jean (bénéficiaires des dispositions de l'article 4 du dahir du 23 janvier 1951), Francisci Charles, Mariotti Pierre et Doublet Pierre.

Concours
pour l'emploi de contrôleur masculin de l'Office des P.T.T.

a) Premier concours.

1^{re} Sélection sur titres réservée aux candidats marocains (dahir du 8 mai 1948, prorogé par le dahir du 27 janvier 1953) :

Candidats retenus (ordre alphabétique) : MM. Amsellem Félix et Drissy Mohamed.

2^o Concours sur épreuves (21/22 mars 1955) :

Candidats admis (ordre de mérite) : MM. Levert Aignan, Cros Claude, Dauge Jean, Hériot Daniel, Auneau René, Girardie Adrien et Quezel-Colomb Guy.

b) Deuxième concours.

Candidats admis (ordre de mérite) : MM. Salle Guy, Dupuy Emile et Chazal Jean.

Examen pour l'emploi d'inspecteur des P.T.T. (branche mixte)
(7 novembre 1955).

Candidat admis : M. Pierra Claude.

Examen
pour l'emploi d'inspecteur des P.T.T. (branche téléphonique)
(8 novembre 1955).

Candidat admis : M. Tessonneau Étienne.

Examen
pour l'emploi d'inspecteur des P.T.T. (branche télégraphique)
(9 novembre 1955).

Candidat admis : néant.

Examen pour l'emploi de conducteur d'automobile des P.T.T.
de 1^{re} catégorie (21, 22 et 23 novembre 1955).

Candidats admis (ordre alphabétique) : MM. Arnaud René, Balista Luciano, Bernardini François, Chauvet Jean, Chiappe François, Desbordes Christian, Diet Hervé, Diméo Ange, Fromager Pierre, Garcia Jean, Hayaux Ferdinand, Lopez Georges, Lorenzo François, Marcos Ange, Messaoudi Ismaïl, Mirète Lucien, Mongaillard Henri, Montoya Joseph, Nobre Victore, Parra Diégo, Renouvel Ernest, Roblès André, Rodriguez Emmanuel, Schlachter André, Vincent Constant, Warne Claude et Yépès François.

AVIS ET COMMUNICATIONS

Additif

à la liste des médecins qualifiés spécialistes en oto-rhino-laryngologie.

Mazagan : M. le docteur Pradère Jacques.

DIRECTION DES FINANCES.

Service des perceptions et recettes municipales.

Avis de mise en recouvrement des rôles d'impôts directs.

Les contribuables sont informés que les rôles mentionnés ci-dessous sont mis en recouvrement aux dates qui figurent en regard et sont déposés dans les bureaux de perception intéressés.

LE 15 DÉCEMBRE 1955. — *Impôt sur les bénéfiques professionnels* : Casablanca-Centre, rôle spécial 138 de 1955 ; Casablanca-Sud, rôle spécial 11 de 1955 ; Casablanca-Ouest, rôle spécial 18 de 1955 ; Fès-Ville nouvelle, rôles spéciaux 12 et 13 de 1955 ; Fedala, rôle spécial 13 de 1955 ; Marrakech-Médina, rôles spéciaux 29 et 30 de 1955 ; Meknès-Ville nouvelle, rôles spéciaux 31, 32, 33, 34 et 35 de 1955.

Taxe de compensation familiale : Agadir, 6^e émission 1952-1953 ; centre d'Inezgane, 3^e émission 1953 ; centre d'Aïn-ed-Diab, 4^e émission 1953 ; Casablanca-Centre, 6^e émission 1953 ; Casablanca-Maarif, 4^e émission 1953 (8) ; centre de Beauséjour, 4^e émission 1953 ; Casablanca-Nord, 4^e émission 1953 (3) et 2^e émission 1955 (1 bis) ; centre de Bel-Air, 4^e émission 1953 (12) ; Casablanca-Ouest, 4^e émission 1953 (9) ; Casablanca-Roches-Noires, 3^e émission 1953 et 1955 (3 bis) ; centres d'Aïn-es-Sebaâ et Bel-Air (12), 5^e émission 1953 ; circonscription d'El-Kelâa-des-Srarhna, 3^e émission 1953 ; Fedala, 5^e émission 1953 ; circonscription de Fedala-Banlieue, 5^e émission 1953 ; Fès-Ville nouvelle, 6^e émission 1953 (1) ; circonscription d'Imi-n-Tanoute, 2^e émission 1955 ; Marrakech-Guéliz, 3^e émission 1955 (1) ; cercle de Marrakech-Banlieue, 4^e émission 1953 ; circonscription des Ait-Ouir, 2^e émission 1953 ; Marrakech-Médina, 5^e et 6^e émissions 1952, 5^e et 6^e émissions 1953, 2^e émission 1955 ; Meknès-Médina, 3^e émission 1953 (5) ; Meknès-Ville nouvelle, 4^e émission 1953 (1) ; Oujda-Nord, 3^e émission 1953 (1) ; centre de Berguent, émission primitive de 1953 ; Oujda-Sud, 4^e émission 1953 ; Rabat-Nord, émission primitive de 1955 (3) ; Rabat-Sud, 5^e émission 1953 (1) ; centre d'Imouzzèr-du-Kandar, 2^e émission 1953 ; Settat, 4^e émission 1953.

LE 20 DÉCEMBRE 1955. — *Impôt sur les bénéfiques professionnels* : Mazagan, rôle 2 de 1955.

Prélèvement sur les traitements et salaires : Casablanca-Nord, rôle 3 de 1954 (2).

Patentes : Agadir, 9^e émission 1954, 2^e émission 1955 ; centre d'Agadir-Banlieue, 3^e émission 1954 ; Bine-el-Ouidane, 2^e émission 1954 ; Casablanca-Bourgogne, 2^e émission 1953 (9) ; Casablanca-Centre, 6^e émission 1953 ; Casablanca-Maarif, 4^e émission 1954 ; Oâsis I, 4^e émission 1954 ; Beauséjour, 4^e émission 1954 ; Casablanca-Nord, 5^e émission 1954 (3), 9^e émission 1953 (3), 2^e émission 1955 (12) ; Bel-Air II, 2^e émission 1952, 2^e émission 1953, 2^e émission 1954 ; circonscription de Casablanca-Banlieue, 6^e émission 1954 ; Casablanca-Ouest, 5^e émission 1954 (9), 9^e émission 1952, 5^e émission 1954 (9) ; Casablanca-Roches-Noires, 3^e émission 1954 (4), 2^e émission 1955 (12), 2^e émission 1952 (4) ; Casablanca-Sud, 3^e émission 1954 (1), 4^e émission 1954 (10 bis A) ; Bel-Air I, 2^e émission 1953 ; contrôle civil d'El-Hajeb, émission primitive de 1955 ; centre de Bzou, 2^e émission 1955 ; El-Kelâa-des-Srarhna, 2^e émission 1954 ; Demnate, 3^e émission 1954 ; circonscription des Srarhna-Zemrane, 2^e émission 1955 ; Fedala, 15^e émission 1952, 14^e émission 1953 ; Fedala, 3^e émission 1955, 4^e émission 1955 ; Fedala, 10^e émission 1954 ; Fès-Ville nouvelle, 2^e émission 1955 (1) ; Guercif, 3^e émission 1954, 2^e émission 1955 ; Zaouïa-Ech-Cheïkh, 5^e émission 1953, 3^e émission 1954, 2^e émission 1955 ; El-Ksiba, 3^e émission 1954 ; Kasba-Tadla, 4^e émission 1953, 5^e émission 1954, 2^e émission 1955 ; Boujad, 2^e émission 1955 ; Bel-Air II, 6^e émission 1952, 5^e émission 1953 ; Ouarzazate, 2^e émission 1954 ; annexe des affaires indigènes de Skoura-des-Ahl-el-Oust, 2^e émission 1954 ; Marrakech-Médina, 6^e émission 1954 (3), 2^e émission 1955 (3), 8^e émission 1953 (2), 5^e émission 1954, 2^e émission 1955 (1 bis) ; circonscription de Marrakech-Banlieue, 3^e émission 1954 ; Mazagan, 7^e émission 1952, 8^e émission 1953, 8^e émission 1954 ; Meknès-Extension-Est, 3^e émission 1953, 3^e émission 1954 ; Meknès-Ville nouvelle, 2^e émission 1955 (2) ; Mogador, 5^e émission 1954,

2^e émission 1955 ; annexe de Tamanar, 2^e émission 1955 ; circonscription de Dar-ould-Zidouh, émission primitive de 1955 ; Ouéd-Zem, 3^e émission 1955 ; Oujda-Nord, 2^e émission 1955 (1) ; Marchand, 2^e émission 1955 ; Rabat-Nord, 5^e émission 1953, 2^e émission 1955 (4) ; Rabat-Sud, 10^e émission 1952, 5^e émission 1953 (1), 6^e émission 1953 (1), 5^e émission 1954 (art. 14.003 à 14.023 et 18.858 à 18.893, secteur 1), 3^e émission 1954 (1), 2^e émission 1955 (art. 14.008 à 14.020 et 28.360 à 28.368, secteur 1) ; Salé, 6^e émission 1953, 6^e émission 1954, 2^e émission 1955 ; Sefrou, 7^e émission 1952, 6^e émission 1953 ; Settat, 7^e émission 1953, 5^e émission 1954.

Taxe d'habitation : Casablanca-Bourgogne, 2^e émission 1953 ; Casablanca-Centre, 6^e émission 1953 ; Casablanca-Ouest, 5^e émission 1954 ; Casablanca-Nord, 5^e émission 1954 ; Casablanca-Roches-Noires, 3^e émission 1954, 2^e émission 1955 (12) ; Bel-Air II, 5^e émission 1953 ; Fedala, 10^e émission 1954 ; Fès-Médina, 2^e émission 1955 ; Fès-Ville nouvelle, 2^e émission 1955 ; Marrakech-Médina, 6^e émission 1954, 2^e émission 1955 ; Meknès-Ville nouvelle, 2^e émission 1955 ; Mogador, 5^e émission 1954 ; Oujda-Nord, 2^e émission 1955 ; Rabat-Sud, 5^e émission 1954 et 2^e émission 1955 (art. 11.759 à 11.761 et 26.961 à 26.962) ; Salé, 6^e émission 1953, 6^e émission 1954.

LE 20 DÉCEMBRE 1955. — *Tertib et prestations des Européens* (rôles spéciaux des prestataires de 1955) : région de Casablanca, circonscriptions de Berrechid et de Khouribga ; région de Meknès, circonscription d'Azrou ; région d'Oujda, circonscription de Berkane ; région de Rabat, circonscription de Sidi-Slimane.

Tertib et prestations des Marocains (rôles spéciaux de 1955) : circonscription des Ksima-Mesguina, caïdat des Ksima Mesguina ; circonscription de Benahmed, caïdats des Oulad Mrah et des El Maarif ; circonscription de Foucauld, caïdat des Hadami ; circonscription de Casablanca-Banlieue, caïdat des Mediouna ; circonscription d'El-Hajeb, caïdat des Guerouane-Sud ; circonscription des Srarhna-Zemrane, caïdats des Beni Ameer et des Oulad Sidi Rahhal ; circonscription d'El-Kelâa-des-Slès, caïdat des Fichtala ; circonscription de Taounate, caïdat des Oulad Amrane ; circonscription de Fès-Banlieue, caïdat des Cherarda ; circonscription de Tihlet, caïdat des Beni Ameer-Est ; circonscription de Khenifra, caïdat des Zaiane (caïd Baâdi Oulad Moha ou Hamou) ; circonscription d'El-Khab, caïdat des Imzinatèn ; circonscription d'Imi-n-Tanoute, caïdat des Mzouda ; circonscription de Mazagan-Banlieue, caïdat des Oulad Frej Chiheb ; circonscription des Beni-Moussa, caïdat des Beni Oujjine ; pachaliks de Safi et de Settat ; circonscription de Sefrou-Banlieue, caïdat des El Bahlil ; circonscription d'El-Borouj, caïdat des Beni Meskine ; circonscription de Sidi-Bennour, caïdats des Oulad Amrane et des Aounate ; circonscription de Khemis-des-Zemamra, caïdat des Oulad Amor-Ouest ; circonscription des Tsoul, caïdat des Tsoul ; circonscription de Tahala, caïdats des Ait Serhrouchen de Harira et des Ait Assou ; bureau de l'annexe des affaires indigènes de Tananât, caïdat des Anetifa ; bureau du cercle des affaires indigènes d'El-Ksiba, caïdats des Ait Ouira, Ait Oum el Bekhte, Ait Saïd Ouâli, Ait Mohannad et des Ait Abdellouli.

LE 23 DÉCEMBRE 1955. — Bureau de la circonscription des affaires indigènes d'Ouaouizarhte, caïdats des Ait Timoullite et des Ait Ouaouizarhte ; bureau de l'annexe des affaires indigènes des Beni-Oulid à Tleta-des-Beni-Oulid, caïdats des Beni Oulid, Senhaja des Chems et Senhaja de Doll ; bureau de l'annexe des affaires indigènes de Tazarine-des-Ait-Atta, caïdats des Ait Atta de Tazarine, Ait Atta du Nekob et des Ait Atta de Tarhbalt ; bureau du cercle des affaires indigènes de Rich, caïdats des Ait Izdeg du Guers et Nzala, Moyen-Ziz, ksour de l'oued Sidi-Hamza, Tiallaline, Ait Izdeg du Haut-Ziz, Ait Chrad, Ait Mesrouh de l'Est et de l'Ouest, et des Ait Izdeg du Haut-Guir ; bureau du cercle des affaires indigènes de Goulqimia, caïdats des Ait Morrhad du Rheris, Ait Morrhad de Tadirhoust et des Ait Atta du Marrah.

Le sous-directeur,
chef du service des perceptions,

PEY.

Importations en provenance de la zone dollars.

Il est ouvert au Maroc au titre du programme dollars année 1954-1955 et pour la période de juillet 1955 à décembre 1955, un

crédit de 8.720.500 dollars officiels, dont 1.648.500 dollars pour l'approvisionnement et 7.072.000 dollars pour l'équipement et rechanges.

I. — Approvisionnements.

NUMÉRO des postes	PRODUITS	VALEURS en 1.000 dollars	SERVICES responsables
050	Corps gras	P.M.	Commerce.
070	Sucre	P.M.	id.
120	Semences	25	Agriculture.
160	Tabacs	350	Régie des tabacs
170	Coton brut	P.M.	Commerce.
220	Alcools spéciaux	5	Prod. industr.
236	Insecticides agricoles	150	id.
370	Produits pharmaceutiques ..	100	Santé.
380/	Produits chimiques	310	Prod. industr.
390			
540	Fils et fibres artificiels et synthétiques	Crédit réservé.	Commerce.
»	Tissus de bonneterie de nylon	25	id.
570	Bois d'Orégon et de pitchpin.	25	Agriculture.
640	Soufre	150	Prod. industr.
»	Palets de verre	25	id.
»	Emaux spéciaux	30	id.
»	Abrasifs, zéolithes, réfractaires	20	id.
»	Amiante	75	id.
660	Buses Armco	4,5	id.
»	Agrafes en acier	10	Commerce.
660	Roues et essieux spéciaux ..	6	Prod. industr.
»	Ferro-alliages et fils de métallisation	8	id.
691	Caoutchouc synthétique	30	id.
»	Pneumatiques	150	id.
692	Cuivre en wire-bars	150	id.
	TOTAL.....	1.648,5	
		\$ livres.	

II. — Équipement. — Rechanges.

(Valeurs en 1.000 \$.)

NUMÉRO des postes	MATERIELS	EQUIPEMENT	RECHANGES	TOTAL	SERVICES responsables
710	Générateurs et moteurs.	5	5	10	Prod. industr.
	»	»	2	2	Commerce.
	»	»	3	3	Trav. publics.
	TOTAL du poste..			15	
720	Appareillages électriques.	15	20	35	Prod. industr.
	»	10	4	14	Commerce.
	»	3	3	6	Trav. publics.
	»	16	10	26	Santé.
	TOTAL du poste..			81	
730	Moteurs et turbines.	34,5	10	44,5	Prod. industr.
	»	10	20	30	Trav. publics.
	»	»	15	15	Commerce.
	»	»	8	8	C.F.M.
	TOTAL du poste..			97,5	

NUMÉRO des postes	MATERIELS	EQUIPEMENT	RECHANGES	TOTAL	SERVICES responsables
740	Matériel de mines et de travaux publics.	65	75	140	Trav. publics.
	»	24	5	29	Agriculture.
	»	17	5	22	Commerce.
	»	803	400	703	Prod. industr.
	TOTAL du poste..			894	
750	Machines-outils.	10	3	13	Prod. industr.
	»	10	2	12	Commerce.
	TOTAL du poste..			25	
760	Machines pour le travail des métaux.	1	»	1	Commerce.
	»	»	1	1	Prod. industr.
	TOTAL du poste..			2	
770	Matériel agricole.	1.500	»	1.500	Agriculture.
771	Rechanges de matériel agricole.	»	750	750	Agriculture.
	»	»	5	5	Prod. industr.
	»	»	10	10	Trav. publics.
	TOTAL du poste..			765	
780	Matériel industriel.	157	75	232	Commerce.
	»	50	40	90	Prod. industr.
	»	»	13	13	Trav. publics.
	TOTAL du poste..			335	
820	Matériel automobile.	13	2.015	2.028	Commerce.
	»	110	100	210	Prod. industr.
	TOTAL du poste..			2.238	
830/	Tracteurs à chenilles	215	»	215	Agriculture.
831	»	60	»	60	Trav. publics.
	»	25	»	25	Prod. industr.
	TOTAL du poste..			300	
832	Tracteurs à roues.	50	»	50	Agriculture.
840	Matériel aviation.	36	16	52	id.
	»	150	75	225	Trav. publics.
	TOTAL du poste..			277	
850	Matériel ferroviaire.	160	20	180	Prod. industr.
	»	»	120	120	C.F.M.
	»	»	5	5	Trav. publics.
	TOTAL du poste..			305	
858	Matériel naval.	33,5	80	113,5	Commerce.
880	Matériel scientifique.	10	5	15	Prod. industr.
	»	16	3	19	Santé.
	TOTAL du poste..			34	
890/	Matériel divers.	40	»	40	Prod. industr.
892					
	TOTAUX....	3.149	3.923	7.072	